



Assemblée générale

Distr. générale
26 juin 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session

Point 28 b) de la liste préliminaire*

**Développement social: développement social,
y compris les questions relatives à la situation sociale
dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées,
aux personnes handicapées et à la famille**

Intégrer le volontariat dans les activités de la décennie à venir

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport a été établi à la demande de l'Assemblée générale qui, dans sa résolution 67/138, a prié le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa soixante-dixième session, un rapport sur la mise en œuvre de cette résolution et de proposer un plan d'action visant à intégrer le volontariat aux activités axées sur la paix et le développement, pour la décennie à venir et au-delà.

Depuis 2012, le volontariat est de plus en plus reconnu comme une ressource commune, comme en témoignent les recherches, les déclarations internationales et les commémorations qui lui sont consacrées; de nouvelles perspectives se font jour dans ce domaine pour des personnes diverses et marginalisées, telles que les femmes et les jeunes. Le deuxième *Rapport sur la situation du volontariat dans le monde: transformer la gouvernance* a été publié en 2015.

Les lois et mesures de soutien, les levées de fonds, les normes d'encadrement des volontaires, l'habilitation de ces derniers ainsi que le renforcement de leurs capacités favorisent la promotion du volontariat au service de la paix et du développement. Des infrastructures et projets novateurs et variés multiplient les possibilités pour les volontaires de s'investir, qu'ils viennent du secteur public, du secteur privé, du milieu scolaire ou d'autres pays, par exemple dans le contexte de la coopération Sud-Sud. Les technologies en ligne, en particulier, élargissent les possibilités de s'engager, tant officiellement que sur un plan officieux, partout dans

* A/70/50.



le monde et à tous les échelons. Les réseaux et les plateformes d'échange d'expériences ou de recherches en matière de volontariat sont également en pleine expansion et facilitent la programmation conjointe. Les discussions, tant nationales qu'internationales, sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 ont été soutenues, au niveau local, par un engagement de volontaires sans précédent.

Il est avéré que lorsque l'on intègre le volontariat aux stratégies de développement nationales et aux projets des Nations Unies, les populations sont plus à même de contribuer au progrès dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la gouvernance, de l'amélioration des moyens de subsistance, de la sécurité et de la paix, de l'environnement, de l'égalité des sexes et de l'intégration sociale. Cependant, il conviendra d'accorder une attention plus grande à la protection sociale et physique de l'immense communauté des volontaires.

Prenant acte à la fois de l'expansion du volontariat et de la nécessité constante de mieux reconnaître l'importance de ses contributions, le plan d'action définit trois objectifs stratégiques visant à renforcer l'intégration du volontariat pour la paix et le développement au cours de la décennie à venir et au-delà, à savoir: a) renforcer l'appropriation du programme de développement par la population en appuyant l'engagement civique et en créant un environnement propice à l'action citoyenne; b) prendre en compte le volontariat dans les stratégies nationales et mondiales de mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015; et c) mesurer le volontariat afin de parvenir à une compréhension globale de l'engagement des populations et de leur bien-être et contribuer au suivi des objectifs de développement durable.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. État du volontariat	5
III. Progrès accomplis en matière de mise en œuvre	8
A. Reconnaissance et promotion	8
B. Facilitation du volontariat	11
C. Établissement de réseaux	17
D. Intégration	20
IV. Intégrer le volontariat aux activités axées sur la paix et le développement: plan d'action pour la décennie à venir et au-delà (2016 -2030)	26
A. Généralités	26
B. Cadre mondial	28
C. Objectifs stratégiques	29
D. Actions	31
E. Mécanismes institutionnels	39
F. Dispositions financières	39
V. Conclusions et recommandations	40

I. Introduction

1. Par sa résolution 52/17 de 1997, l'Assemblée générale a proclamé l'année 2001 Année internationale des volontaires, reconnaissant ainsi la contribution du volontariat à la résolution des problèmes du monde. Le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) a été créé en tant qu'élément central de la suite donnée à cette décision. Par sa résolution 56/38, l'Assemblée a marqué la fin de l'Année internationale des volontaires, reconnaissant que le volontariat était un important élément de « toute stratégie qui vise notamment des domaines comme la réduction de la pauvreté, la réalisation d'un développement durable, la santé, la prévention et la gestion des catastrophes et l'intégration sociale et, en particulier, à vaincre l'exclusion sociale et la discrimination ». Ce texte figurait parmi une série d'autres résolutions appelant à rendre compte de la façon dont les gouvernements, le système des Nations Unies et d'autres acteurs appuient le volontariat. En 2002, par sa résolution 57/106, l'Assemblée générale a réaffirmé que le volontariat, que ce soit sous la forme de l'entraide, de l'initiative personnelle, de la prestation de services, de la mobilisation ou de la sensibilisation, ou d'autres formes de participation civique, pouvait faciliter la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

2. Le rapport de 2012 du Secrétaire général sur le suivi de l'Année internationale des volontaires (A/67/153) indiquait que de nombreuses recommandations de l'Assemblée générale sur le volontariat avaient été suivies par les gouvernements, les organismes du Nations Unies, ainsi que par des parties prenantes de la société civile et du secteur privé (voir les résolutions 57/106; 60/134; 63/153 et 66/67 de l'Assemblée générale). La publication du premier *Rapport sur la situation du volontariat dans le monde: valeurs universelles pour le bien-être mondial*¹ et la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale des volontaires en 2011 ont accéléré le mouvement visant à reconnaître, promouvoir et faciliter le volontariat, et favorisé la création de réseaux dans ce domaine. À son tour, cette accélération a contribué à ce que le volontariat soit associé à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que des programmes en faveur d'une paix et d'un développement durables.

3. Anticipant les débats sur le programme de développement pour l'après-2015, l'Assemblée générale, dans sa résolution 67/138, a prié le Secrétaire général de lui présenter un nouveau rapport à sa soixante-dixième session, et de proposer un plan d'action élaboré par le programme des Volontaires à l'intention des États membres qui souhaiteraient, pour la décennie à venir et au-delà, intégrer davantage le volontariat aux activités axées sur la paix et le développement. Le présent rapport recense les progrès réalisés dans le domaine du volontariat depuis 2012, en expliquant notamment de quelle façon il a contribué à la paix et au développement, son rôle lors des consultations sur le programme de développement pour l'après-2015, ainsi que les objectifs possibles en matière de développement durable. Il propose également un plan d'action pour la décennie à venir et au-delà (2016-2030).

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente: E.11.I.12. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.unv.org/fr/qui-nous-sommes/situation-du-volontariat-2011.html>.

II. État du volontariat

4. Le volontariat et ses porte-parole ont joué un rôle crucial lors des consultations menées par le Groupe des Nations Unies pour le développement sur le programme de développement pour l'après-2015. Entre 2013 et 2015, plus de 8 millions de personnes venant de 194 pays ont participé à près de 100 consultations nationales, 11 consultations thématiques, 6 séries de dialogues thématiques dans plus de 60 pays ainsi qu'à « MY World », l'enquête mondiale des Nations Unies. Le rapport annuel du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour 2014 a pris acte de la forte mobilisation des volontaires lors de ces conversations internationales. Les volontaires et les groupes de la société civile ont apporté une contribution essentielle au processus en allant à la rencontre de nombreux acteurs concernés, y compris des personnes pauvres et marginalisées qui autrement n'auraient pas pu contribuer au débat sur le programme de développement pour l'après-2015. En 2014, le prix de la Campagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire récompensant les résultats exceptionnels a été attribué à l'Institut de la Jeunesse de Mexico, qui a recueilli 1,6 million de voix pour MY World grâce à 3 000 jeunes ambassadeurs volontaires.

5. Nombreux sont ceux qui considèrent les consultations nationales et internationales comme le point de départ de discussions plus élaborées qui permettront aux populations de s'engager aux côtés des acteurs politiques afin de mettre au point et de réaliser les objectifs nationaux et internationaux. En 2014, dans son rapport de synthèse sur le programme de développement durable pour l'après-2015, le Secrétaire général a estimé que le bénévolat pouvait se révéler un moyen puissant et polyvalent de mettre en œuvre le programme, qu'il pouvait contribuer à mobiliser le public et à faire participer la population à la réalisation des objectifs de développement durable et que des groupes de bénévoles pouvaient contribuer à faire connaître les nouveaux objectifs au niveau local en organisant des débats entre les pouvoirs publics et la population afin d'arrêter des mesures concrètes, réalisables à différentes échelles (voir A/69/700, par. 131).

6. Compte tenu de cet engagement renouvelé, la communauté des bénévoles a créé un groupe de travail sur le volontariat pour l'après-2015. De la même façon, « IMPACT 2030 » est un groupement du secteur privé qui encourage les employés à se porter volontaires afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

7. L'ampleur de la participation à l'enquête mondiale MY World a constitué une preuve aussi forte qu'inattendue du désir des populations de se mobiliser lorsqu'on leur en donne la possibilité. Les nouvelles technologies sont en train de révolutionner l'engagement formel et informel des citoyens aux niveaux local, national et international. Les mesures prises par la communauté internationale en réponse aux catastrophes telles que la crise de l'Ebola et le tremblement de terre au Népal incluent l'emploi de cybervolontaires qui recueillent des informations et diffusent des appels à l'aide sur les médias sociaux, traduisent des rapports, créent ou améliorent des cartes afin d'aider les intervenants sur le terrain. Grâce aux médias sociaux, de nombreux volontaires se sont spontanément investis dans la marche pour le climat qui a eu lieu à New York en 2014 et les marches similaires organisées dans 166 pays, qui ont constitué la plus grande manifestation de l'histoire relative au changement climatique.

8. La mondialisation des économies, l'interdépendance des problèmes environnementaux et la possibilité de partager instantanément les connaissances et les événements sur toute la planète ont mis en évidence la nécessité pour les peuples et les États de collaborer les uns avec les autres. Le *Rapport sur la situation du volontariat dans le monde: transformer la gouvernance*, publié en 2015, montre comment les volontaires, officiels ou non, qu'ils soient des citoyens, des militants ou des experts à l'échelle locale, nationale ou internationale, s'associent avec les acteurs de la gouvernance pour promouvoir la représentation, la participation, le respect du principe de responsabilité et la réactivité afin de progresser vers la paix et le développement durable. On compte parmi les acteurs de la gouvernance non seulement les gouvernements nationaux et locaux, mais également des organismes intergouvernementaux, des sociétés privées, des fondations et donateurs bilatéraux ainsi que des organisations de la société civile. Le rapport montre que le volontariat à l'échelle locale renforce le potentiel humain, et que l'inclusion sociale s'élargit lorsque les gouvernements accordent une place plus grande aux volontaires. Les groupes et réseaux de volontaires à l'échelle locale, nationale et internationale améliorent la représentation, la participation, le respect du principe de responsabilité et la réactivité. Pour toutes ces raisons, le volontariat constitue une ressource inestimable pour le programme de développement durable pour l'après-2015.

9. Les crises économiques et politiques, les catastrophes, les conflits et les inégalités constituent à la fois des défis et des occasions à saisir pour le volontariat. Dans de tels contextes, les ressources diminuent alors même que les gouvernements et la société demandent encore davantage à la société civile et aux volontaires de combler les lacunes en matière de prestation de services et de se montrer efficaces. En dépit de la croissance exponentielle d'Internet dans le monde entier, les deux tiers de la population mondiale, dont une majorité de femmes, ne disposent toujours pas d'un accès régulier au réseau. Le rapport de l'Alliance mondiale pour la participation des citoyens (CIVICUS), intitulé « Rapport de 2014 sur la société civile: repenser la gouvernance mondiale » (*State of Civil Society Report 2014: Reimagining Global Governance*), montre que les espaces de participation de société civile tendent à être limités par des politiques de restriction de la liberté d'association, par l'absence de reconnaissance du volontariat informel ainsi que par des restrictions, telles que la censure, aux moyens de communication mobiles et aux réseaux sociaux. À l'heure où le monde tente de mettre en œuvre et d'étudier les moyens de réaliser les objectifs en matière de développement durable, il est nécessaire de créer des conditions favorables à la mise en place d'espaces formels et informels pour l'action des volontaires, notamment les femmes et les groupes marginalisés, afin que tous puissent apporter leur contribution.

10. De nombreux gouvernements mettent en place et diversifient des programmes nationaux de volontariat, approuvent et révisent des lois, règlements et mesures de soutien et intègrent le volontariat et la participation des communautés aux stratégies et programmes nationaux. Pour soutenir ces actions, les missions et bureaux de pays des Nations Unies intègrent la participation volontaire et civique à leur programmation, aux plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement et à l'initiative « Unité d'action des Nations Unies ». Des organisations de la société civile et des secteurs publics et privés faisant appel à des volontaires apportent leur soutien aux projets de développement nationaux par des approches diverses: centres nationaux d'action bénévole, groupes communautaires, cybervolontariat, volontariat

international et renforcement des compétences des volontaires en matière d'encadrement.

11. Étant donné que le nombre de jeunes n'a jamais été aussi élevé au cours de l'histoire² et que la jeunesse représente un pourcentage élevé de la population de nombreux pays, notamment dans les pays en voie de développement, les gouvernements font du volontariat des jeunes une question prioritaire. Non seulement il permet à une grande partie de la population de s'investir dans des actions positives qui contribuent à la paix et au développement, mais il favorise également le développement personnel des jeunes et augmentent leurs chances de trouver un emploi.

12. Le volontariat dans le secteur privé, comme par exemple les réseaux et partages de connaissances d'employés bénévoles dans les entreprises, continue d'évoluer et de se développer. De plus en plus, on observe que des entreprises commencent à s'engager en faveur du développement durable grâce au volontariat, et en retirent des bénéfices tant sur le plan commercial que pour leurs employés.

13. Si les organisations et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à commander des études et évaluations quantitatives sur le volontariat et ses apports, le manque de données et de mesures comparables sur la question reste problématique. En 2013, cependant, la 19^e Conférence internationale des statisticiens de l'Organisation internationale du Travail (OIT) a approuvé une résolution qui reconnaissait officiellement le travail volontaire comme l'une des trois formes de travail et a appelé à l'intégrer aux études au même titre que les autres catégories, en se basant sur l'approbation préalable du *Manuel sur la mesure du travail bénévole*, publié par l'OIT en 2011. De telles données auront une grande importance: en effet, des appels ont été lancés pour que les objectifs de développement aillent au-delà des cibles quantitatives et intègrent également des évaluations qualitatives relatives à l'intégration, à l'équité, à la qualité et à la participation. Le volontariat est à la fois une mesure de la participation et une ressource permettant de recueillir des données désagrégées plus fiables afin de mesurer les progrès accomplis et de s'assurer que personne ne soit laissé de côté.

14. Lors de deux ateliers qui ont eu lieu en 2015, les organisations faisant appel à des volontaires ont partagé les pratiques optimales sur la manière d'évaluer l'incidence du volontariat et ont étudié les indicateurs qui pourraient être utilisés dans le cadre des objectifs de développement durable. Les résultats de ces ateliers prospectifs ont été utilisés lors d'un atelier qui s'est tenu à Bonn sur les objectifs stratégiques d'une recherche internationale sur le volontariat en faveur du développement durable pour la période 2015-2030, auquel ont participé des universitaires et des chercheurs. Un carnet de route a été élaboré pour éclairer les propositions de recherche, inviter les gouvernements à favoriser le volontariat, préparer un programme de recherche international sur le sujet, et demander davantage de ressources pour les recherches dans ce domaine.

² Selon l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse, 1,8 milliard de personnes sont âgées de 10 à 24 ans (voir www.un.org/youthenvoy/2015/04/10-things-didnt-know-worlds-population/).

III. Progrès accomplis en matière de mise en œuvre

15. Cette section fait le point des progrès réalisés dans le domaine du volontariat depuis le précédent rapport, en 2012, en se référant toujours aux mêmes critères, à savoir a) reconnaissance et promotion, b) facilitation, c) établissement de réseaux, et d) intégration.

A. Reconnaissance et promotion

16. Le premier critère s'intéresse aux moyens mis en œuvre pour améliorer la façon dont le public reconnaît, comprend et apprécie toutes les formes de volontariat ainsi que les contributions et la valeur de celui-ci. Cet objectif peut être atteint, par exemple, grâce à des actions de haut niveau, des journées dédiées à la question, des prix, des manifestations, des études et des recherches. La reconnaissance publique et officielle du volontariat en tant que ressource commune entraînera à son tour une prise de conscience de la nécessité d'encourager la participation de communautés et groupes divers et marginalisés au volontariat.

17. Les groupes de volontaires participent de plus en plus à des forums mondiaux, tels que la 65^e Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales qui s'est tenue en 2014, et le volontariat a été reconnu dans un certain nombre de résolutions et rapports internationaux de haut niveau, notamment les résolutions 67/290, 69/134, 69/140 et 69/243 de l'Assemblée générale ainsi que dans le rapport du Secrétaire général sur l'accélération des progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et dans la définition du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 (A/68/202 et Corr.1). Parmi les autres résolutions pertinentes, on peut citer le plan d'action de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour le rapprochement des cultures (2013-2022) (194 EX/10); les résolutions 2011/8 et 2013/6 du Conseil économique et social sur le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies; la résolution 2012/1 de la Commission de la population et du développement sur les adolescents et les jeunes; et la résolution 51/1 de la Commission du développement social sur les politiques et les programmes mobilisant les jeunes. L'importance du rôle des femmes volontaires dans la réduction des risques de catastrophe a également été soulignée dans les résolutions 56/2 et 58/2 de la Commission de la condition de la femme sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes dans le contexte des catastrophes naturelles.

18. Depuis 2012, la célébration annuelle de la Journée internationale des volontaires pour le développement économique et social, le 5 décembre, est de plus en plus suivie. En 2014, elle a été observée dans plus de 90 pays y compris aux Bermudes, au Brunéi Darussalam, au Congo, en Espagne, en Israël, au Koweït, au Myanmar, au Samoa et au Zimbabwe. Des manifestations ont eu lieu à l'échelle nationale au Cambodge, en Guinée-Bissau et en Tunisie, et le Kenya et la Namibie ont lancé des célébrations annuelles. Les entités des Nations Unies comme le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), ainsi que des organisations de la société civile, comme Oxfam et les Volontaires nationaux

ougandais, marquent l'événement. Au Suriname, une entreprise locale a participé à une campagne de nettoyage des plages pour protéger les tortues marines. La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a mis en avant de jeunes volontaires qui militaient pour une paix durable en nettoyant les rues, en réalisant des fresques murales pour l'environnement et en organisant un concert en faveur de la paix. De plus, de nombreux pays et acteurs célèbrent des journées, voire des semaines du volontariat à des dates différentes, comme la France, l'Irlande et le Rwanda, les entreprises GlaxoSmithKline³ et Points of Light. En octobre 2014, Madagascar a inauguré l'Année du volontariat.

19. Les volontaires et les organisations qui font appel à eux prennent une part importante aux célébrations d'autres journées spéciales, telles que la Journée mondiale de l'alimentation (instaurée à l'initiative de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)), la Journée internationale du nettoyage des côtes (célébrée conjointement par le Brunei Darussalam et la Royal Dutch Shell), la Journée mondiale de l'eau (Global Brigades), la Journée du partenariat communautaire (Novartis International AG), la Journée internationale de la paix (Service Civil International, Belgique) la Journée mondiale de l'environnement (les Volontaires pour le Bangladesh), ou encore la Journée mondiale de la pensée (Association mondiale des guides et des éclaireuses).

20. Des distinctions et activités de haut niveau, relayées par les médias, célèbrent et sensibilisent l'opinion publique à l'importance des volontaires et du volontariat. En 2015, le prix des Jeunes volontaires du programme des VNU pour le Moyen-Orient, décerné par le centre de diffusion Al Amal, a récompensé les actions de cinq volontaires de nationalités égyptienne, jordanienne, marocaine, tunisienne et yéménite, âgés de 18 à 29 ans. Des prix ont également présentés par l'Argentine, le Bhoutan, le Mexique et la République Dominicaine. Lors des Mobile Web Awards 2014, le prix de la meilleure application mobile pour l'environnement a été attribué à l'application créée par deux volontaires du PNUE Kenya et du Partenariat pour la survie des grands singes. La Turquie a lancé un projet d'envoi de volontaires afin de promouvoir le volontariat pour le développement communautaire. Le Gouvernement du Kazakhstan est à l'origine d'une vidéo intitulée « Je suis volontaire », destinée à être diffusée sur les réseaux sociaux.

21. Les sujets de recherche sur le volontariat vont de la description des volontaires et de leur environnement à la quantification et à l'évaluation de leurs contributions. Des enquêtes nationales sur le volontariat ont été menées en Colombie, en Espagne, en Norvège, en Roumanie et en Zambie. L'enquête nationale sur le volontariat menée au Sri Lanka en 2014 a été effectuée par 1 250 volontaires dans toutes les régions, sous le contrôle bénévole des fonctionnaires de district du Ministère des services sociaux, du bien-être et du développement de l'élevage. L'Université américaine du Caire a étudié les caractéristiques des étudiants les plus investis dans la sensibilisation bénévole des communautés en 2013. Parmi les organisations qui effectuent des recherches sur le volontariat dans le secteur privé figurent CorpsGiving, United Way Worldwide, le Consortium équatorien pour la responsabilité sociale, l'Association internationale pour le bénévolat et Realized Worth. L'étude menée en 2014 par la Commission européenne sur le travail

³ La mention du nom d'une entreprise spécifique dans le présent rapport ne signifie pas qu'elle a l'aval de l'Organisation des Nations Unies.

volontaire et le volontariat des employés dans l'aide humanitaire en Europe a révélé que le volontariat des employés, s'il reste plus fréquent dans le secteur privé, est en progression dans les secteurs public et tertiaire. Le centre de recherches CIESC (*Centro de Investigación y Estudios sobre Sociedad Civil AC*) s'est associé à L'Institut national de la statistique mexicain afin d'étudier le volontariat dans le secteur privé au Mexique. En 2014, l'Institut national de la statistique italien, les centres nationaux de coordination de l'aide aux volontaires ainsi que la Fondation pour le volontariat et la participation ont réalisé, ensemble, la première enquête sur le travail volontaire en Italie. En 2012, la Fédération des Volontaires de Beijing a mis au point un système de mesure du temps permettant d'évaluer le travail volontaire, qui a depuis lors répertorié plus de 2,5 millions de volontaires et plus de 47 000 projets. L'observatoire de France Volontaires publie des cartes annuelles du volontariat dans le monde. En 2015, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a dirigé une vaste étude internationale sur le volontariat, qui approfondira les connaissances en matière d'encadrement des volontaires au sein de l'organisation et plus généralement dans le secteur humanitaire. En 2015, *Voluntary Service Overseas (VSO)* et l'*Institute of Development Studies* ont publié un rapport intitulé *The Role of Volunteering in Sustainable Development* (« Le rôle du volontariat dans le développement durable ») qui révèle que les volontaires jouent un rôle unique en contribuant à l'intégration, à l'innovation, à l'appropriation par les acteurs locaux et à la participation, et en agissant comme sources d'inspiration. La même année, l'ONU a publié le *Rapport sur la situation du volontariat dans le monde 2015: transformer la gouvernance*.

22. Le volontariat peut contribuer grandement à ce que « nul ne soit laissé de côté » lors de la mise en œuvre du nouveau cadre de développement durable, mais seulement dans la mesure où les possibilités de volontariat sont ouvertes à tous. Les Volontaires nationaux d'Ouganda proposent des programmes spécifiques pour intégrer les différents groupes de la société, par exemple en organisant des formations avec des jeunes volontaires, en examinant la question de la violence familiale avec des femmes, en mobilisant les retraités, de plus en plus nombreux, en associant les jeunes aux plus âgés et en établissant des liens entre les volontaires des entreprises et les communautés locales. Le programme de volontariat national du Burkina Faso, qui associe le gouvernement et la société civile, s'attache à employer comme bénévoles des personnes séropositives, des femmes et des jeunes. Le partenariat entre le Corps des volontaires du troisième âge sénégalais, Experiment e.V. en Allemagne et le programme « Ageing in place » (« Vieillir chez soi ») d'Habitat pour l'Humanité encourage le volontariat des seniors, des retraités et intergénérationnel. L'Association japonaise des retraités qualifiés adresse des retraités japonais volontaires à des ONG d'accueil au Cambodge, en Indonésie, en Mongolie, au Myanmar, aux Philippines et au Viet Nam. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Autriche et Caritas en République arabe syrienne ont uni leurs efforts pour soutenir une campagne pour le volontariat des migrants dans ces deux pays. Grâce au réseau « *International Indigenous Volunteer Network* », Australian Volunteers International facilite la participation des populations locales et met en place des programmes innovants à l'intention des jeunes autochtones. La Singapore International Foundation s'associe à des mouvements pour l'autonomisation des femmes. International Service Ireland et la Fondation East Eagle en République Démocratique du Congo encouragent les femmes et les personnes handicapées à se porter volontaires.

23. Le programme des VNU pour la jeunesse, y compris les Jeunes volontaires des Nations Unies, a montré que le volontariat des jeunes était pour ceux-ci, comme pour les communautés, source de développement. Le Service volontaire européen est un programme financé par la Commission européenne, grâce auquel toute personne âgée de 18 à 30 ans résidant légalement en Europe peut travailler de façon bénévole à l'étranger, auprès d'organisations hôtes en Afrique, en Asie, en Europe ou en Amérique du Sud. Des programmes pour la jeunesse et des plateformes pour le volontariat ont été mis en place par l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Allemagne, la Belgique, la Guinée, le Lesotho, la Lituanie, l'Ouganda, l'Ouzbékistan, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Ukraine, par des universités comme la *Kwansei Gakuin University* au Japon et par des organisations de la société civile telles que *Restless Development* et l'Union chrétienne de jeunes gens.

B. Facilitation du volontariat

24. En l'absence de politiques favorables au volontariat, de structures et de capacités permettant une mobilisation et un encadrement efficaces des volontaires, et notamment de ressources suffisantes, on ne pourra maintenir la dynamique créée grâce à la reconnaissance dont bénéficie le volontariat en tant que vecteur de paix, de développement et d'intégration, en particulier des personnes marginalisées. En mettant en place différents dispositifs de volontariat, qui répondent aux besoins de différents groupes de population, on élargit l'éventail des possibilités de participation et d'intégration.

25. Parmi les cadres réglementaires qui favorisent le bénévolat, on compte non seulement les nouvelles politiques et législations relatives au volontariat, mais aussi les lois et les normes en vigueur, en particulier les réglementations sociales et professionnelles, qui peuvent influencer la capacité de la population de travailler à titre bénévole. En Chine, 18 provinces et 16 villes ont adopté des lois et des règlements locaux sur le volontariat. À Cabo Verde, le bénévolat est pris en compte dans toutes les lois sociales. En France, la Charte d'engagements réciproques entre l'État, le mouvement associatif et les collectivités territoriales, signée en 2014, reconnaît le volontariat comme l'un des fondements de la vie sociale. En 2014 toujours, le Ministère iraquien du plan, l'organisation des volontaires du Kurdistan et le programme des Volontaires des Nations Unies ont organisé une conférence sur la législation relative au volontariat. Parfois, des politiques portant sur d'autres questions traitent du volontariat, comme la loi kazakhe sur la politique d'État pour la jeunesse, qui facilite le bénévolat des jeunes. La loi dominicaine sur le volontariat prévoit la prise en compte de ce dernier dans l'élaboration de tous les plans de développement. Au Mali, une loi analogue prévoit le recours à la discrimination positive pour sélectionner les volontaires, favorisant les personnes handicapées, les femmes et les groupes vulnérables.

26. La sécurité et le bien-être des bénévoles sont des sujets extrêmement importants, tant en ce qui concerne les politiques que les méthodes d'encadrement. De plus en plus de gouvernements et d'organisations faisant appel à des volontaires prévoient protection et avantages, au moins dans le cadre de certains programmes de volontariat. L'International Cultural Youth Exchanges, l'Agence de coopération internationale de la République de Corée, la Singapore International Foundation et

Skillshare International offrent une couverture d'assurance complète aux volontaires internationaux, incluant notamment l'évacuation d'urgence pour raisons de santé ou de sécurité. Grâce à l'assurance accidents mondiale pour les volontaires de la FICR, qui prévoit une couverture et une protection de base, 100 000 bénévoles supplémentaires ont été assurés par l'intermédiaire des Sociétés nationales de la Fédération.

27. C'est aux gouvernements qu'il incombe, en dernier ressort, d'assurer la sécurité et la protection des volontaires nationaux et étrangers à l'intérieur de leurs frontières. Les Gouvernements autrichien, français et néo-zélandais offrent aux bénévoles une assurance et des avantages sociaux. En Belgique, tous les bénévoles sont assurés et peuvent obtenir le remboursement de certains de leurs frais de voyage, de nourriture et d'hébergement, et des jeunes demandeurs d'emploi ou des personnes âgées peuvent faire du volontariat sans perdre leurs indemnités et leurs droits sociaux. Le Gouvernement colombien a contracté une police d'assurance annuelle contre les accidents afin de protéger les volontaires d'organismes humanitaires qui font partie du système national de prévention et de gestion des catastrophes. Bon nombre de pays, en particulier pendant les périodes de conflit et de crise, lorsque les volontaires sont particulièrement menacés, ne disposent pas des politiques et des moyens qui leur permettraient de garantir aux bénévoles locaux et nationaux des indemnités suffisantes en cas de décès, de handicap ou de maladie, ou de faire en sorte que les missions de volontariat répondent à des normes suffisantes en matière de santé et de sécurité. Certains pays, comme le Burkina Faso, déclarent manquer de ressources et de moyens pour assurer une protection sociale à tous leurs citoyens, y compris les bénévoles.

28. Pour permettre une mobilisation durable des volontaires en faveur de la paix et du développement, il est essentiel d'obtenir des engagements de financement et d'autres ressources. La Lituanie, le Timor-Leste, le Zimbabwe et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) financent la formation des personnes chargées d'encadrer les bénévoles. Dans au moins neuf régions du Kazakhstan, le financement public de l'action bénévole a augmenté. À Sao Tomé-et-Principe, la loi sur le parrainage et les organisations non gouvernementales encourage le secteur privé à financer des initiatives sociales. Des organismes publics et des organisations de la société civile, comme le programme de conservation des îles d'Antigua-et-Barbuda et Habitat for Humanity, reçoivent des fonds du secteur privé. Le Parlement danois a mis en place un fonds permanent, venant compléter les sources de financement locales, afin de soutenir les activités et les capacités d'environ 65 centres d'action bénévole. Au Niger et en Norvège, les organisations non gouvernementales bénévoles bénéficient d'un financement et d'exonérations fiscales. La plupart des programmes internationaux de volontariat sont en grande partie financés par les gouvernements. Cependant, certains d'entre eux renoncent à allouer des fonds aux activités de base et au financement à long terme. D'autres difficultés de financement sont liées à l'intensification de la concurrence entre les fournisseurs, à la participation accrue du secteur privé, à la priorité accordée à la gestion axée sur les résultats et à l'intérêt croissant pour le renforcement des compétences des volontaires à court terme, notamment des jeunes.

29. Les gouvernements continuent de diversifier le financement du Programme des Volontaires des Nations Unies. Parmi les principaux partenaires du Fonds bénévole spécial pour la mise en place d'initiatives innovantes, on peut citer l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Irlande, le Japon, la Norvège, la République

de Corée, la Suède et la Suisse. Le Bangladesh, le Bhoutan, la Chine, l'Inde, Israël, le Maroc, la République tchèque et la Thaïlande font partie des nouveaux pays donateurs. L'Allemagne a été le premier donateur du fonds d'affectation spéciale du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) destiné à appuyer le programme des Jeunes Volontaires de l'ONU. Les donateurs manifestent de plus en plus la volonté de financer intégralement les Volontaires des Nations Unies. Le Brésil a mis en place la bourse Sergio de Mello, en l'honneur de l'ancien Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, afin de soutenir les jeunes Volontaires des Nations Unies qui effectuent des missions humanitaires dans le monde entier. Le Luxembourg, en plus d'allouer des fonds à ses propres bénévoles, appuie la coopération triangulaire en soutenant financièrement des Volontaires des Nations Unies issus de pays en développement.

30. Les réseaux et les fédérations faisant appel à des bénévoles sont des partenaires de premier plan pour ce qui est de faciliter le volontariat. Des organisations mondiales, telles que l'Association mondiale des guides et des éclaireuses et Habitat for Humanity ont adopté des stratégies et des politiques visant à favoriser cette pratique. Le National Council for Voluntary Organizations (Royaume-Uni), Service Civil International (Belgique), l'International Cultural Youth Exchange Federation et United Way Worldwide ont instauré des normes et même un système d'accréditation afin de garantir que leurs membres et partenaires assurent un encadrement efficace des volontaires. Le Peace Corps collabore avec le Gouvernement malaisien pour appuyer la création d'un corps national d'envoi de volontaires, dans le cadre d'un programme de formation qui sera proposé à d'autres pays intéressés.

31. La qualité de l'appui fourni aux bénévoles en matière de gestion et de formation a une incidence directe sur leur efficacité et leur fidélité. Des organisations nationales et internationales, dont ActionAid International, le Programme National de Volontariat au Burkina Faso, Frivillighet Norge, Global Brigades, l'Agence japonaise de coopération internationale, Nicro (Afrique du Sud), Oxfam-Québec et National Volunteering Secretariat (Sri Lanka) conçoivent, appliquent et échangent des pratiques et des outils de gestion et de formation. Au Monténégro, l'Association for Democratic Prosperity-Zid propose ses formations au volontariat à des organisations non gouvernementales, des particuliers, des institutions publiques et des entreprises. Des organismes des Nations Unies, tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le PNUE, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'UNICEF, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le Programme des Volontaires des Nations Unies et le Programme alimentaire mondial assurent l'orientation, l'encadrement et la formation des volontaires.

32. Parmi les formations proposées aux volontaires, on trouve des formations spécialisées portant spécifiquement sur l'engagement bénévole, comme la formation que dispense ONU-Femmes en Jordanie sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, au moyen de sa boîte à outils sur la sensibilisation à l'égard de l'égalité des sexes; les ateliers organisés par la Commission des Casques blancs sur le volontariat humanitaire en Argentine; la formation sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme et sur la surveillance de la société civile assurée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme; les activités de la Croix-Rouge italienne visant à former des infirmiers aux opérations de sauvetage en République islamique d'Iran; les

formations régionales de formateurs sur l'encadrement des jeunes bénévoles mises en œuvre dans le cadre du programme intitulé « Arab Youth Volunteering for a Better Future » (les jeunes arabes s'engagent dans l'action bénévole pour un avenir meilleur) et le guide « Volunteer2Volunteer » du Peace Corps pour le volontariat communautaire. L'OIM et Volunteer Ireland ont créé une trousse à outils dans le cadre de l'initiative mise en place en Autriche, en Irlande, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni afin d'intégrer les migrants au sein de la population grâce au volontariat.

33. Le recrutement et le suivi des bénévoles ainsi que les possibilités de volontariat sont de plus en plus souvent administrés en ligne. Les plateformes de technologies de l'information et des communications permettent à des groupes de volontaires d'entrer en contact et de mobiliser des volontaires d'horizons de plus en plus divers. En 2014, la fédération chinoise de volontariat a mis en place un système de partage d'information en ligne permettant d'harmoniser les procédures de recrutement, de mobilité et de renouvellement des bénévoles, ainsi que leurs fiches de service. Ce système, dans lequel sont enregistrés 8,68 millions de volontaires, 92 000 organisations de bénévoles et 7,2 millions de projets, s'étend désormais à 15 provinces. Aux États-Unis d'Amérique, Boeing, Microsoft, Realized Worth et TechSoup Global sont en train d'élaborer de nouvelles technologies en vue d'appuyer le volontariat d'entreprise et d'établir des normes pour l'ensemble du secteur. La Croix-Rouge espagnole utilise Internet pour gérer plus de 200 000 volontaires, qui s'inscrivent en ligne pour des missions, des formations et d'autres activités, y compris le cybervolontariat. Volunteer Ireland publie sur Internet des guides et des ressources à l'appui de différents dispositifs, dont le volontariat d'entreprise et le bénévolat dans le cadre de grands événements et festivals. Le programme de volontariat PULSE, axé sur les compétences et mené par GlaxoSmithKline, est administré par l'intermédiaire d'un intranet auquel l'ensemble des 100 000 employés du groupe basés dans le monde entier peuvent accéder et au moyen duquel ils peuvent faire acte de candidature. Dans sa base de données, le centre national des volontaires du Danemark répertorie plus de 350 organisations bénévoles qui proposent des services sanitaires et sociaux dans tout le pays.

34. Le cybervolontariat, notamment les nouvelles initiatives de micro-volontariat, continue de se développer et de se diversifier. En 2014, 10 887 cybervolontaires des Nations Unies, dont 60 % de femmes, ont participé à des initiatives en faveur du développement et de la paix dans le monde entier, menant à bien 16 134 missions. L'organisation Today's Afghanistan Conciliation Trust a renforcé ses capacités organisationnelles et cherché des donateurs en mobilisant des cybervolontaires. Dans le cadre du projet London Speed Volunteering, l'équipe du Maire de Londres met en place des initiatives novatrices et évolutives de micro-volontariat pour les jeunes.

35. Une autre tendance s'observe: le service volontaire fait davantage l'objet de reconnaissance officielle, par différents moyens comme la délivrance de certificats, l'octroi de crédits académiques ou encore la prise en compte des activités bénévoles comme expérience professionnelle. Le réseau VALUE de l'Université de Liverpool (Royaume-Uni) et 20 autres partenaires valident les compétences acquises par le bénévolat dans les universités des pays membres. L'Union européenne fournit un certificat (le « Youth pass ») aux jeunes qui s'engagent dans le Service volontaire européen, l'objectif étant de faire reconnaître l'apprentissage non scolaire. Au Libéria, en Roumanie et au Togo, l'action volontaire, en particulier celle qui

s'exerce dans le cadre de programmes nationaux, est considérée comme une expérience professionnelle, et a permis à nombre d'anciens participants à ces programmes de réussir à se démarquer de leurs concurrents sur le marché de l'emploi. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) prend en compte le bénévolat comme critère d'évaluation de la formation et de l'expérience, dans le cadre de son initiative visant à présélectionner des candidats à des postes de responsables sur le plan international.

36. Les nouveaux dispositifs et infrastructures relatifs au volontariat, de nature variée, continuent d'évoluer. Le bénévolat informel, sportif, le cybervolontariat, l'engagement dans les secteurs privé et public, le volontariat de la diaspora, Sud-Sud, régional et international sont autant de possibilités supplémentaires de s'engager.

37. L'engagement volontaire des populations locales continue de dépasser le cadre des organisations officielles. Si les lois indiennes contre la violence à l'égard des femmes ont changé en 2013, c'est grâce aux importantes manifestations de volontaires. Des bénévoles ont – pour la plupart de façon officieuse – également prêté leur concours à des travaux de recherche et à des études en vue d'éclairer le processus de réforme législative du Gouvernement indien. À Cuba, après l'ouragan Sandy, des bénévoles et des habitants, dont la plupart avaient été personnellement touchés, ont activement participé à l'action menée pour faire face à cette catastrophe. À titre d'exemple de volontariat mené à l'échelon local, dans la Fédération de Russie, le réseau social Volunteers on Wheels met en relation des personnes dans le besoin et des chauffeurs bénévoles. De la même manière, la Shovel Brigade Mob a mobilisé 400 volontaires pour déblayer les rues afin de libérer des voisins coincés chez eux à cause des importantes tempêtes de neige survenues à Buffalo (États-Unis) en 2014. Dans tout le Japon, 5,4 millions de volontaires prodiguent officieusement des soins à des personnes atteintes de démence et leur fournissent une assistance grâce à la mise en place de nouveaux réseaux d'aide sociale au niveau local.

38. Les gouvernements favorisent le volontariat dans le secteur public. En été, les enseignants guatémaltèques font du bénévolat dans des camps pour élèves d'écoles primaires. Lors des inondations survenues au Malawi en 2015, un nombre impressionnant d'employés du secteur public se sont portés volontaires pour aider les services d'urgence. Durant la journée nationale de plantation d'arbres au Lesotho, les fonctionnaires nouent le dialogue avec la population locale. Au Cameroun, l'Adele Reproductive Health Foundation (fondation pour la santé reproductive) recrute des employés du secteur public comme agents sanitaires bénévoles des collectivités. À Singapour, l'accord relatif à la fonction publique permet aux fonctionnaires qui travaillent bénévolement pour la Singapore International Foundation d'obtenir des jours de congés supplémentaires.

39. En travaillant comme volontaires, les émigrés peuvent se mettre au service de leur pays d'origine. Le Sénégal a mis en place un corps de volontaires œuvrant pour la solidarité, en mobilisant des jeunes issus des deuxième et troisième générations d'immigrés qui viennent de France pour travailler comme bénévoles dans le pays. Dans le cadre l'initiative « Diasporas for Development », l'organisation Cuso International recrute 40 Américains d'origine éthiopienne, philippine, jamaïcaine, kenyane et péruvienne, dotés de compétences spécialisées, pour qu'ils appuient des projets de création d'emploi dans leurs pays d'origine.

40. Le bénévolat sportif peut améliorer l'action sociale et contribuer au développement. Le Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix s'est associé au Gouvernement ukrainien, au PNUD, au Programme des Volontaires des Nations Unies et à l'Union des associations européennes de football afin d'inciter des jeunes vivant en milieu rural à se porter volontaires dans le domaine du football, l'objectif étant de sensibiliser les populations locales au problème du VIH. Le Gouvernement turc, en collaboration avec le comité national olympique et l'UNICEF, a mis en place un dispositif en faveur du volontariat sportif et des programmes de formation dans ce domaine. Le Gouvernement kirghize travaille en étroite collaboration avec des universités en vue de recruter des étudiants pour qu'ils participent bénévolement à différents événements et associations sportifs. En 2014, des dizaines de milliers de volontaires ont contribué au succès de la Coupe du monde de football organisée au Brésil.

41. Le bénévolat étudiant ou l'intégration du volontariat au programme scolaire favorise l'engagement bénévole tout au long de la vie. Le Programme international d'échanges interculturels en Allemagne, Global Brigades, Innovations in Civic Participation et Safety First for Girls (Zambie), encouragent ce type d'initiatives.

42. Le volontariat des employés du secteur privé continue d'augmenter, même si ce phénomène concerne toujours principalement les groupes internationaux. Plus de 70 000 employés de Citigroup travaillent bénévolement dans 479 villes de 93 pays, dans les domaines suivants: alphabétisation, éducation, logement, environnement, santé, services sociaux et secours aux sinistrés. Dans le cadre de l'initiative Tata Engage, 25 000 employés du Groupe indien Tata ont effectué plus de 17 000 heures de bénévolat dans le monde entier. Deutsche Bahn Schenker a collecté des produits pour les enfants et les personnes âgées de Roumanie. Au Cambodge, l'ANZ Royal Bank permet à ses employés d'effectuer huit heures de bénévolat par an au sein de leur communauté. Au Brunéi Darussalam, les salariés de la Standard Chartered Bank peuvent prendre trois jours de congés annuels pour volontariat. La General Electric Foundation apporte bénévolement son concours à des campagnes de lutte contre les cancers du sein et du cerveau. Plus de 30 % des salariés d'Allianz Malaysia Berhad ont participé à des activités bénévoles, et en 2013, l'entreprise a organisé son premier dîner en l'honneur des volontaires.

43. Le volontariat international et régional continue d'être considéré comme un moyen efficace de transférer des compétences et d'améliorer la compréhension interculturelle. En 2016, dans le cadre du programme « Volontaires de l'aide de l'Union européenne », des citoyens européens formés et bien préparés seront envoyés dans le monde entier pour participer à des projets humanitaires. L'Agence de coopération internationale de la République de Corée dépêche des Coréens au Cambodge pour qu'ils travaillent dans le cadre de programmes de développement des provinces. En République-Unie de Tanzanie, VSO et Raleigh International contribuent au développement des services pour la jeunesse avec les autorités locales. Dans le cadre de son projet Guatemática, le Gouvernement guatémaltèque s'associe à des volontaires de l'Agence japonaise de coopération internationale afin d'améliorer l'enseignement des mathématiques dans le pays. L'organisation norvégienne Fredskorpset envoie des volontaires issus de l'hémisphère sud effectuer des missions dans l'hémisphère nord.

44. Il est de plus en plus souvent question de volontariat Sud-Sud et régional. Dans le cadre du programme de volontariat de la Communauté économique des

États de l'Afrique de l'Ouest, des jeunes bénévoles ont été envoyés en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone pour œuvrer en faveur de la santé et de l'éducation. L'Union africaine dirige un programme régional de volontariat des jeunes. Les Fidji ont conclu des accords d'échange de volontaires avec les Îles Cook, les Îles Marshall, Nauru, Timor-Leste, Tuvalu et Vanuatu. De la même manière, les pays de l'Alliance du Pacifique (Chili, Colombie, Mexique et Pérou) procéderont à des échanges de bénévoles âgés de 18 à 30 ans. Le Brunéi Darussalam a lancé l'ASEAN Young Professionals Volunteer Corps (programme de jeunes professionnels bénévoles de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est), qui regroupe des jeunes originaires des États membres qui travaillent bénévolement dans les domaines suivants: éducation, santé, agriculture, soins spécialisés, préparation aux catastrophes, besoins des populations locales et écomédecine. La Chine, la Pologne, VSO Bahaginan (Philippines), I.N.D.I.A.TRUST et VSO Jitolee (Kenya et Ouganda) déploient des volontaires dans le cadre de la coopération Sud-Sud. En 2014, 3 366 volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international, (soit 73 % du total) étaient originaires des pays du sud et travaillaient pour l'un de ces pays. En situation d'urgence ou de crise, la Commission des Casques blancs d'Argentine envoie rapidement des personnes issues de la société civile dans le monde entier.

C. Établissement de réseaux

45. L'élargissement et le renforcement des associations, réseaux et plateformes de volontariat se sont poursuivis aux niveaux régional, national et mondial, facilitant ainsi la coopération entre les secteurs, les communautés et les pays en faveur du développement des structures de volontariat, du partage des bonnes pratiques en matière d'encadrement et de formation des bénévoles, de l'échange de données et de résultats de recherches ainsi que de la promotion du volontariat conjoint pour le développement. Les nouvelles technologies permettent l'établissement de réseaux reliant non seulement les niveaux local et national mais également les pays entre eux.

46. En désignant et en reconnaissant officiellement des coordonnateurs stratégiquement placés, les gouvernements ont continué à encourager la création de réseaux et la collaboration entre les secteurs public et privé et la société civile. Au Cameroun, différents ministères mènent des projets bénévoles s'adressant à la société tout entière, notamment aux personnes handicapées et aux femmes, sous la houlette du Ministère de la jeunesse et de l'éducation civique. Le Rwanda a fondé la Commission nationale Itorero, chargée d'élaborer les programmes de volontariat avec les parties prenantes. Dans de nombreux pays, la coordination est assurée par des réseaux issus de la société civile tels que les centres provinciaux indépendants de bénévolat en Australie, le réseau des bénévoles du Cambodge, France Volontaires, Volunteer Ireland, Frivillighet Norge en Norvège, le réseau de bénévoles Tamm au Qatar ainsi que le réseau national de centres de bénévolat en Roumanie. En Équateur, des centres d'action bénévole de proximité travaillent de concert avec des « Affinity Volunteer Centers », qui fonctionnent sur la base des intérêts de chacun. Au Viet Nam, le Volunteer Information and Resource Centre rapproche les volontaires et les organisations grâce à une plateforme virtuelle attrayante pour les jeunes. En vue de l'EXPO 2017, qui se tiendra à Astana, le Gouvernement du Kazakhstan encourage les centres, initiatives et formations

relatifs au volontariat. En Argentine, une plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophe assure le relais entre le gouvernement et la société civile.

47. Illustrant le caractère diversifié du volontariat, les réseaux régionaux et mondiaux continuent à développer la programmation commune, le partage des connaissances ainsi que les activités de sensibilisation et de promotion. Fort de 34 organisations membres issues de quatre coins de la planète, le Forum international du volontariat pour le développement a pour objectif de faciliter le partage d'informations, de dégager des bonnes pratiques, d'encourager la recherche et de renforcer la coopération dans les secteurs du volontariat international et du développement. L'Association internationale pour l'action bénévole organise des conférences mondiales et régionales, soutient les réseaux d'entreprises, les groupes de jeunes bénévoles ainsi que les groupes nationaux de volontaires et mène des activités de recherche et de plaidoyer en faveur du volontariat. Le réseau Talloires réunit les réseaux régionaux et les établissements d'enseignement supérieur de 72 pays qui se sont engagés à intégrer l'engagement citoyen et le travail d'intérêt général dans leurs programmes de recherche et d'enseignement. Le centre européen du volontariat et l'Union arabe du bénévolat sont des réseaux régionaux de promotion du volontariat, de partage des connaissances ainsi que de coopération en matière d'encadrement des volontaires. Le réseau local, national, régional et international CIVICUS couvre l'ensemble de la société civile, y compris les organisations bénévoles et les volontaires informels; son rapport annuel relatif à l'état de la société civile aborde régulièrement les liens existants entre l'action civile et le volontariat.

48. Grâce, en grande partie, à un développement sans précédent des réseaux de volontaires, le bénévolat et la participation des citoyens et des communautés ont été désignés comme des éléments clé du programme de développement pour l'après-2015 dans les rapports de consultation nationaux, notamment en Albanie, en Arménie, en Azerbaïdjan, au Costa Rica, à Cuba, au Gabon, au Ghana, au Honduras, en Indonésie, en Jordanie, au Kosovo, au Kirghizistan, en Malaisie, au Niger, au Nigéria, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Pérou, aux Philippines, en République de Moldova, au Samoa, en République-Unie de Tanzanie, en Thaïlande, au Togo, au Turkménistan et au Vanuatu. La Déclaration de Lima a été rédigée en 2014, à l'occasion du Forum International du volontariat pour le développement; cette déclaration universelle des priorités et engagements convenus par les groupes de volontaires vise l'intégration du volontariat dans le Programme de développement pour l'après-2015. Des actions comparables entreprises lors de conférences de l'association internationale pour le bénévolat ainsi qu'au cours d'autres réunions de réseaux de volontaires ont abouti à la création du Groupe de travail sur le volontariat pour l'après-2015, coordonné par le Forum International du volontariat pour le développement.

49. Fondée par IBM, Perkins Coie, la chaîne Ritz-Carlton, SAP SE, Waggener Edstrom Communications et United Parcel Service, IMPACT 2030 est une alliance mondiale dirigée par le secteur privé mobilisant des bénévoles au sein des entreprises, partout dans le monde. À l'occasion de la Journée internationale des volontaires 2014, la Déclaration IMPACT 2030, énonçant l'engagement des membres en faveur du programme de développement pour l'après-2015, a été transmise au Conseiller spécial du Secrétaire général pour la planification du développement après 2015.

50. En plus d'offrir de nouvelles possibilités en matière de volontariat et d'en faciliter la gestion, les nouvelles technologies stimulent également le partage de connaissances et permettent aux volontaires de s'engager au-delà des missions in situ. Lancée par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge afin de sensibiliser l'opinion publique aux risques auxquels s'exposent les volontaires de l'aide humanitaire en République arabe syrienne, la campagne « Going Red for Syria » a suscité une réaction mondiale. En Espagne, une plateforme en ligne soutenue par le secteur privé permet aux volontaires de travailler à domicile. Grâce aux médias sociaux, les anciens du camp de formation aux fonctions de direction pour les jeunes organisé par le Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix peuvent continuer à aider au moyen de réseaux et d'échanges. En Australie, les anciens élèves de Scope Global soutiennent les réseaux de bénévoles grâce à des sites Internet. Dans le cadre du compte à rebours vers l'échéance des objectifs du Millénaire pour le développement, les volontaires et groupes de bénévoles peuvent discuter de leurs progrès en matière de développement durable sur un site hébergé par l'organisation « 500 Days 500 Ways ».

51. Les établissements universitaires sont des membres actifs des réseaux de bénévoles, et en retirent également de nombreux avantages. En Nouvelle-Zélande, Volunteer Service Abroad a mis en place un programme de volontariat destiné aux élèves de troisième cycle de trois universités. Le Centro de Investigación y Estudios sobre Sociedad Civil AC accompagne les réseaux de volontaires du Mexique par la promotion du volontariat auprès du Bureau de statistique national et dans les milieux universitaires. Oxfam Québec met en relation ses anciens élèves avec des groupes de travail pour le développement œuvrant au sein d'écoles primaires, secondaires et d'universités. En Argentine, la Commission des Casques blancs a conclu avec trois universités des accords relatifs au volontariat dans les situations d'urgence, en particulier en ce qui concerne la formation à la préparation et à la prévention.

52. Les médias traditionnels sont de puissants partenaires de l'action bénévole et peuvent produire un effet multiplicateur important. Le Gouvernement de Guinée encourage les médias à soutenir le volontariat: dans le cadre d'un atelier organisé, entre autres, par l'Association of Voluntary Women Journalists of Guinea, 15 journalistes radio ont suivi une formation sur la couverture médiatique du volontariat. En Bulgarie, une station nationale privée de télévision, bTV, organise chaque année un grand événement primé, qui met à l'honneur le volontariat, intitulé « Let's Clean Bulgaria Together ». En Côte d'Ivoire, sur les chaînes de radio, ASBL Kouady diffuse des programmes de formation au volontariat.

53. Les liens nationaux et internationaux renforcent les capacités et favorisent la compréhension et peuvent avoir, au même titre que les médias, un effet multiplicateur. Au Rwanda, la Croix-Rouge locale, le réseau de volontaire du Rwanda et VSO organisent ensemble des manifestations publiques de promotion du volontariat. La Croix-Rouge norvégienne ainsi que la délégation régionale Asie du Sud-Est de la FICR soutiennent l'utilisation des médias sociaux par les antennes cambodgienne, laotienne et vietnamienne de la Croix-Rouge dans le cadre d'activités de prévention contre le paludisme. Des accords de partenariat entre Japan Overseas Cooperation Volunteers, Peace Corps, VSO et World Friends Korea favorisent la collaboration en matière d'opérations et de stratégie aux niveaux local, régional et mondial; les thèmes abordés incluent notamment l'assistance technique

aux volontaires, leur sécurité, leur formation et les études d'impact. Emirates Environmental Group est un groupe de travail composé d'étudiants, de particuliers, de familles, de sociétés membres, d'organismes publics fédéraux et locaux, d'universités, de collèges, d'écoles et d'institutions régionales et internationales s'efforçant de promouvoir la protection de l'environnement et la gestion responsable des déchets par l'éducation, l'action et la participation de la communauté.

D. Intégration

54. La Déclaration de Lima 2014 stipule que « Il ne peut y avoir de développement durable sans l'apport des volontaires ». Conscients de cette réalité, certains gouvernements et organismes des Nations Unies intègrent le volontariat au sein de stratégies nationales spécifiques (La Stratégie du Timor-Leste pour la jeunesse, par exemple) et de plans de développement nationaux (au Burkina Faso, au Paraguay et en Turquie, notamment). En Équateur, le plan « Buen Vivir » met l'accent sur la participation civique volontaire, notamment celle des groupes habituellement exclus. L'intégration du volontariat au sein de l'initiative « Unité d'action des Nations Unies » et du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) se poursuit dans au moins 40 pays, dont l'Arménie, la Bosnie-Herzégovine, la République démocratique populaire lao et la Trinité-et-Tobago.

55. Pourtant, qu'il soit international ou national, formel ou informel, qu'il mobilise des spécialistes, des communautés, des jeunes, des personnes âgées, des entreprises ou le secteur public et qu'il soit mené *in situ* ou en ligne, le volontariat demeure sous-utilisé dans les efforts déployés en faveur de la paix, du développement durable et du bien-être de l'homme. Seules des preuves plus évidentes de la manière dont le volontariat permet aux individus de s'engager et favorise la paix et le développement durable permettront de progresser sur cette voie. Fondé sur les principales priorités répertoriées dans l'enquête MY World, le présent rapport va s'attacher à démontrer, ci-après, la contribution qu'apporte déjà le volontariat au développement durable dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la gouvernance, des moyens de subsistance durables (pauvreté, emploi, eau, assainissement et alimentation), de la sécurité et de la paix, de l'environnement, de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale.

Éducation

56. Le volontariat permet d'améliorer l'accès à et la qualité de l'enseignement, en particulier dans le primaire et dans les zones rurales, comme en Afrique du Sud, en Angola, au Cambodge, au Guatemala, au Niger et en Ouganda. Au Ghana, en Inde et au Kenya, les programmes de volontariat menés dans les communautés et axés sur l'alphabétisation dans le primaire ont donné de très bons résultats. En République dominicaine, grâce aux bénévoles, le plan national pour l'alphabétisation est sur le point d'éliminer l'analphabétisme. Les volontaires des milieux éducatifs s'efforcent, entre autres, d'améliorer l'accès à Internet et de développer d'autres compétences. Dans les orphelinats vietnamiens, par exemple, Orphans Overseas installe des salles d'informatique. Soutenu par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Open Data Kosovo propose aux jeunes femmes des cours d'informatique et des formations au suivi des questions de parité. Le personnel de GlaxoSmithKline apporte son concours à l'enseignement des

sciences. Au moyen d'une plateforme de volontariat en ligne, les jeunes filles de Tech Colombia forment des femmes de tous âges à la technologie et à l'entrepreneuriat. VSO Nepal et des volontaires de la Dalit Welfare Organisation ont permis aux enfants issus de la communauté marginalisée des Dalit de fréquenter régulièrement des établissements d'enseignement traditionnels.

Santé

57. Face à l'épidémie d'Ebola qui a frappé les pays d'Afrique de l'Ouest, les gouvernements, les organisations de la société civile telles que Médecins sans frontières et Samaritan's Purse, les Nations Unies et les communautés locales ont déployé d'extraordinaires efforts de volontariat. La Guinée a mobilisé 2 100 jeunes bénévoles. Le Gouvernement éthiopien a envoyé en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone 198 professionnels de la santé, qui ont été rejoints par des médecins volontaires en provenance, entre autres, de Cuba, du Nigéria et du Royaume-Uni. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'Union européenne et la Banque mondiale ont lancé un appel aux volontaires afin qu'ils apportent leur aide dans la lutte contre l'épidémie. Ensemble, des milliers de bénévoles des collectivités, 116 Volontaires et 388 cybervolontaires des Nations Unies ont mené des campagnes d'information et de sensibilisation au virus Ebola, mis en œuvre des mesures de prévention et de relèvement, organisé la recherche des membres de la famille des patients et cartographié et coordonné l'aide et la distribution de vivres.

58. Les Volontaires des Nations Unies continuent de soutenir les activités de sensibilisation au VIH/sida et les soins dans les pays suivants: Burkina Faso, Cameroun, Madagascar, Malawi, Ouganda, Timor-Leste et République bolivarienne du Venezuela. En Arabie saoudite, Call of Culture est à la tête du programme de lutte contre la tuberculose STOP TB, qui mobilise des étudiants en médecine bénévoles. À l'échelle mondiale, l'Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG) compte 13 millions de participants à des activités relatives à l'éducation sexuelle et à la prévention et au traitement du VIH, parrainées par des bénévoles. Au Venezuela, le Children's Orthopaedic Hospital s'appuie sur une large communauté de volontaires composée de mères de famille et de professionnels à la retraite. Dans de nombreux pays, notamment en Éthiopie et en Zambie, les agents sanitaires bénévoles des communautés sont essentiels aux programmes de vulgarisation sanitaire; au Cambodge et au Yémen, ils travaillent en collaboration avec l'UNICEF. Au Sénégal, la Croix-Rouge organise des campagnes de vaccination, assure l'administration de vitamines aux enfants et mène des activités de sensibilisation au VIH/sida. En Égypte, des agents sanitaires bénévoles des communautés formés par l'Organisation internationale pour les migrants (OIM) informent les migrants sur l'existence de services de soins de santé et les aident à en bénéficier. Médecins sans frontières propose des placements bénévoles, dans plus de 20 pays, dans des domaines tels que l'infirmerie, la santé publique, la physiothérapie, l'obstétrique et la médecine dentaire.

Gouvernance

59. Au Bangladesh, au Malawi et au Népal, des volontaires apportent leur soutien aux programmes menés par l'administration locale afin d'améliorer la participation et l'éducation civique. Au cours des élections de 2012, qui devaient élire le Gouverneur et le Vice-Gouverneur de Jakarta, en Indonésie, des volontaires locaux

se sont mobilisés, indépendamment de leur appartenance politique, pour garantir un processus équitable et transparent. Ces volontaires « spontanés » étaient bien plus nombreux que les bénévoles officiels, pourtant au nombre de 45 000, installés dans les bureaux de vote. À l'Île Maurice, le PNUD et les Volontaires des Nations Unies ont aidé à créer une unité non étatique au sein du Ministère de la sécurité sociale, de la solidarité nationale et des institutions de réforme, chargée de promouvoir l'engagement des volontaires et des organisations issues de la société civile. La Lituanie a mené un programme de renforcement de la coopération, de la coordination et des contributions bénévoles des organisations la société civile. En Équateur, 7 600 volontaires ont mené des campagnes de sensibilisation au droit de vote. Au cours de l'élection présidentielle de 2014, en Afghanistan, les Volontaires des Nations Unies ont fait office de vérificateurs, contrôlant l'ensemble des urnes. Au Bangladesh, Urban Partnerships for Poverty Reduction travaille au développement d'une application mobile permettant la collecte rapide de données fiables, provenant de femmes de 800 000 ménages vivant dans les agglomérations urbaines pauvres de 23 villes. Les informations fournies par ces femmes, relatives aux problèmes auxquels se heurtent leurs communautés, seront rassemblées dans une base de données en ligne et permettront de suivre l'avancement du projet ainsi que de définir les priorités.

Moyens de subsistance durables (pauvreté, emploi, eau, assainissement et alimentation)

60. Aux Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Philippines, au Vanuatu et au Viet Nam, les volontaires de Scope Global Australia s'efforcent d'atténuer la pauvreté en encourageant l'esprit d'entreprise, en améliorant l'accès aux marchés pour les agriculteurs, en favorisant le commerce équitable de produits locaux et en faisant la promotion de la mariculture et de la microfinance. En Inde, Navdanya India aide les agriculteurs locaux à assurer la sécurité alimentaire. Les volontaires d'AID Bangalore se focalisent sur les questions de gestion durable des déchets et d'économies d'eau. Au Guatemala, la campagne « I have something to give » lancée par le Ministère de l'éducation a mobilisé plus de 10 000 volontaires autour des problèmes de malnutrition et de sécurité alimentaire par région. Au Mozambique, le Programme alimentaire mondial (PAM) établit des liens entre les volontaires et les communautés rurales afin de lutter contre la pauvreté et la faim. À Madagascar, des associations bénévoles d'usagers de l'eau s'occupent des problèmes d'eau, d'assainissement et d'hygiène du voisinage. En Angola, les volontaires de la Croix-Rouge œuvrent en faveur de la sécurité alimentaire au travers de formations à l'agriculture et à la santé.

61. Le personnel des entreprises s'investit dans l'insertion professionnelle des jeunes. En 2014, au Brésil, les bénévoles de DuPont ont proposé à des jeunes âgés de 15 à 21 ans des modules de formation traitant de sujets tels que la planification des opérations, le service à la clientèle et les finances. Plus de 90 % des participants ont dit que cette formation avait contribué à leur carrière. Grâce à l'initiative « Flying Challenge », United Way Worldwide et la Fondation Airbus Corporate (à Toulouse (France), Madrid (Espagne) et Wichita (Kansas, États-Unis)) ont fait participer 260 étudiants à des activités de mentorat, de tutorat, de sensibilisation aux carrières et d'ateliers dirigés par plus de 130 employés d'Airbus et 60 mentors issus de la communauté éducative.

Paix et sécurité

62. Dans le cadre de campagnes menées, entre autres, en Égypte, en Guinée-Bissau et à Madagascar, des volontaires œuvrent dans les domaines des droits de l'homme et de la sécurité publique, ainsi que de la gestion de la criminalité et de la violence, notamment la violence sexiste. Au Nicaragua, la FAO, l'OIM, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), l'UNICEF et le programme des Volontaires des Nations Unies s'emploient à réduire l'insécurité dans les territoires autochtones reculés grâce au bénévolat communautaire, à la prise en compte de la problématique hommes-femmes et à la promotion des droits de l'homme. En Irlande, International Services met en contact des volontaires des droits de l'homme au Royaume-Uni et des volontaires issus d'organisations partenaires dans d'autres pays afin qu'ils puissent échanger leurs connaissances. Dans les 65 districts du Zimbabwe, Zimbabwe National Case Management a déployé des équipes de volontaires travaillant auprès des enfants, et leur fournit des téléphones portables afin de faciliter les efforts qu'ils déploient pour renforcer la participation de la communauté à la protection de l'enfance. En Libye, des volontaires aident à protéger le patrimoine culturel contre le vandalisme. Depuis 2013, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) travaille en partenariat avec les cybervolontaires des Nations Unies à l'élargissement de la Base de données de jurisprudence relative à la traite des personnes, seul registre public mondial répertoriant les cas de traite d'êtres humains, qui recense plus de 900 cas dans 76 pays.

63. Les volontaires internationaux constituent une ressource de taille pour l'aide humanitaire et la consolidation de la paix. Ils œuvrent, entre autres, dans les domaines des services médicaux, des projets d'ingénierie, de l'information, des droits de l'homme, des affaires civiles et de la réinsertion des anciens combattants. Au sein de ses camps de bénévoles, en Belgique, Service Civil International, fondé en tant que mouvement pour la paix, travaille à la consolidation de la paix, au règlement des conflits et à la réduction des risques de catastrophe. En 2014, les Volontaires des Nations Unies représentaient 30 % du personnel civil international envoyé en mission sur le terrain par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques. En République centrafricaine, en Côte d'Ivoire, en Haïti, au Libéria, au Mali, au Soudan du Sud et au Soudan, entre autres pays, les Volontaires des Nations Unies mènent des activités de prévention des conflits, de consolidation de la paix et d'édification de l'État. En Algérie, au Kirghizistan, au Myanmar, dans l'État de Palestine et aux Philippines, ils œuvrent également dans le domaine de la prévention des conflits et du relèvement par l'intermédiaire d'entités du système des Nations Unies. Au Burundi, en Colombie, en Iraq, au Pakistan, en République démocratique du Congo, au Sahara occidental et en Somalie, en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'UNICEF, ils s'engagent dans la protection des réfugiés, la détermination de leur statut, leur rapatriement et leur réinstallation, la protection de l'enfance et le regroupement familial.

64. En Iraq, en République arabe syrienne, au Soudan et au Yémen, les volontaires des collectivités et des organisations jouent un rôle de premier plan dans l'aide humanitaire et la consolidation de la paix. Soutenue par les Gouvernements de la République démocratique du Congo et du Soudan, trois universités et les Volontaires des Nations Unies, l'association Youth Volunteers Rebuilding Darfur a déployé de jeunes bénévoles pendant neuf mois dans 47 communautés réparties sur

5 régions du Darfour. En République arabe syrienne, de jeunes volontaires formés par des spécialistes du soutien psychologique ont permis à l'UNICEF de prendre en charge près de 300 000 enfants et adolescents.

Environnement

65. Des groupes de volontaires continuent de diriger l'action menée en matière de gestion des ressources environnementales, d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets ainsi que de réduction des risques de catastrophe et de gestion des catastrophes. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'organisation Action for Integrated Approach to Development Initiative (AFIADI) en Ouganda, Greenpeace International, India Youth Climate Network, Plantarse Argentina et d'autres, mobilisent des bénévoles afin de sensibiliser la population à la viabilité environnementale et aux changements climatiques et de s'attaquer à ces problématiques. L'UCJG organise pour les bénévoles une conférence mondiale portant sur la stratégie climatique. Le projet « Hard Rain » du PNUE permet aux jeunes, notamment des étudiants, de s'engager dans le domaine de la sensibilisation à l'environnement. Le Gouvernement camerounais participe à un projet communautaire de résilience mené par des volontaires en faveur de l'agroforesterie pastorale dans l'extrême nord du pays. Au Bénin et en Zambie, le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le PNUD et le programme de Volontaires des Nations Unies travaillent de concert, par l'intermédiaire de bénévoles, afin de lutter contre la désertification. En collaboration avec l'UNESCO, World Heritage Volunteers encourage, au-delà des frontières, le partage des cultures et la préservation des sites naturels, sensibilise au patrimoine culturel local et facilite l'acquisition de compétences de base en prévention, préservation et conservation.

66. En Colombie, au Pakistan, aux Philippines, en République dominicaine et au Timor-Leste, les volontaires reçoivent une formation en matière d'intervention en cas de situation d'urgence environnementale, de préparation aux risques de catastrophe et de réduction des risques. En Algérie, en Libye, au Maroc et en Tunisie, les associations nationales de la FICR ont entrepris de renforcer l'encadrement des volontaires ainsi que leurs capacités d'intervention en cas de catastrophe et de premiers secours. En Nouvelle-Zélande, Volunteer Service Abroad œuvre de concert avec, entre autres, le Vanuatu pour que l'on ait recours aux technologies offertes par les téléphones portables dans la préparation en prévision des catastrophes. L'Islandic Association for Search and Rescue compte près de 18 000 membres bénévoles, soit 6 % de la population de l'Islande.

67. Grâce aux nouvelles technologies, les volontaires peuvent participer à distance à des interventions lors de catastrophe. À la suite du séisme qui a secoué le Népal en 2015, Standby Task Force, une organisation mondiale informelle comptant plusieurs milliers de cybervolontaires, a entrepris de suivre les rapports concernant le Népal diffusés sur Twitter, Facebook et d'autres réseaux sociaux. Ils les ont traduits et postés sur Google maps et Google docs, ont travaillé sur les cartes et étudié les photos prises par satellite ainsi que par reconnaissance aérienne afin de créer et d'enrichir les cartes et de combler les lacunes majeures en matière d'informations pour faciliter le travail des intervenants. Lors du passage du typhon Haiyan, des volontaires de la Croix-Rouge aux Philippines travaillant au sein des équipes locales d'intervention ont envoyé des mises à jour par message texte concernant les dangers potentiels et les risques de glissement de terrain. En 2012 et 2013, au Kenya, des

volontaires ont établi des cartes, représentant notamment la situation des territoires après des crises, facilitant ainsi l'aide humanitaire et le développement tout en permettant aux pouvoirs publics locaux et nationaux de participer aux efforts de consolidation de la paix.

Problématique homme-femmes et inclusion sociale

68. En Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine, en Guinée-Bissau, au Honduras, en Jordanie, au Nigéria et en Tunisie, des associations de femmes, dont certaines en partenariat avec ONU-Femmes, travaillent en faveur de l'égalité des sexes dans différents domaines: fonctions de direction, éducation, égalité politique et économique. En Chine, par l'intermédiaire du White Ribbon Volunteer Network et en collaboration avec la FNUAP, des hommes bénévoles œuvrent à la prévention de la violence sexiste. Les volontaires de Mujeres Latinas en Acción s'efforcent d'autonomiser les femmes originaires d'Amérique latine vivant aux États-Unis. Avec 25 cybervolontaires des Nations Unies, ONU-Femmes a lancé le portail de connaissances sur l'autonomisation économique des femmes, une plateforme en ligne offrant aux femmes et aux filles des possibilités de partage des connaissances et d'apprentissage, afin de leur permettre de prendre en main leur avenir économique.

69. Les volontaires soutiennent également l'inclusion sociale des personnes handicapées, des personnes âgées, des migrants et immigrants ainsi que des jeunes. Au Japon, le réseau de bénévoles Onyaku Zenkoku utilise les technologies de l'information afin de mettre des livres audio plus rapidement à disposition des malvoyants. Dans le cadre de son projet « Neighbourhood Caring », la Fédération des volontaires de Beijing encourage les volontaires et les associations à s'occuper des pauvres, des personnes âgées, des handicapés, des orphelins et des séropositifs. Le Gouvernement gambien a créé une plateforme de volontariat proposant une aide juridictionnelle aux personnes marginalisées. Au Venezuela, la municipalité de Chacao a réactivé un programme de bénévolat mobilisant la population locale en faveur des personnes âgées, des enfants et des handicapés. En Indonésie, les volontaires de la fondation Hati Senang de Bali organisent des formations et des rencontres sociales destinées aux handicapés. Le Cameroun, le Kurdistan et Sri Lanka se sont explicitement engagés à lutter contre la discrimination et l'exclusion sociale au moyen du volontariat. En Inde, soutenue par le PNUD et les Volontaires des Nations Unies, l'initiative Malsawn offre des services de physiothérapie et d'éducation aux enfants handicapés.

70. De plus en plus, les jeunes sont encouragés à participer au développement socio-économique de leur communauté et de leur pays en s'investissant dans des activités de volontariat. Cet investissement leur permet de devenir autonomes, d'acquérir des compétences en matière d'encadrement, d'améliorer leur employabilité et de développer leur conscience civique, autant de bénéfices dont atteste le fort taux d'emploi des anciens étudiants du programme national de promotion du volontariat mené au Togo et au Burkina Faso. Actif en Égypte, en Jordanie, au Maroc, en Tunisie et au Yémen, le programme « Arab Youth Volunteering for a Better Future », lancé par les Volontaires des Nations Unies, met l'énergie et le dynamisme des jeunes au service du volontariat. Avec l'aide d'experts, les Gouvernements du Congo et de la Côte d'Ivoire sont en train de se doter de programmes pour jeunes volontaires. Le Fonds pour la jeunesse urbaine du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

propose des subventions et des activités de renforcement des capacités afin de soutenir les idées novatrices et les solutions en matière de création d'emploi, de bonne gouvernance et de fourniture de logements dignes, mises en œuvre par les organisations dirigées par des jeunes. L'UCJG se focalise sur l'autonomisation des jeunes dans 119 pays, notamment au moyen d'un programme d'encadrement mondial intitulé « Change Agents ».

71. En prévision du Programme de développement pour l'après-2015, les organismes des Nations Unies, notamment le FNUAP, le PNUD, l'OMS et ONU-Femmes, ont expressément intégré le volontariat dans leurs stratégies aux niveaux mondial et national. En 2014, des Volontaires des Nations Unies déployés en tant que travailleurs sociaux, agents sanitaires, avocats, enseignants, spécialistes des changements climatiques, entre autres, ont collaboré avec le PNUD dans le cadre de plus de 1 300 projets. Lancée par l'UNICEF, la campagne « Take Action » invite les éducateurs, les parents et les jeunes à s'engager bénévolement en faveur de grands problèmes mondiaux. Une équipe de cybervolontaires des Nations Unies venant du monde entier a collaboré avec le Département des affaires économiques et sociales (DAES) afin de traiter les réponses reçues de 193 gouvernements dans le cadre de l'étude 2014 des Nations Unies sur l'administration en ligne.

72. Conformément à leur cadre stratégique pour la période 2014-2017, les Volontaires des Nations Unies ont lancé cinq programmes thématiques mondiaux afin de prouver l'importance du volontariat et du programme Volontaires des Nations Unies pour l'accès aux services sociaux de base, l'engagement des communautés en faveur de l'environnement et de la réduction des risques de catastrophe, la consolidation de la paix, les questions liées à la jeunesse et le renforcement des capacités nationales. Ces programmes sont mis en œuvre par l'intermédiaire des volontaires, avec l'appui de partenaires tels que, entre autres, Anesvad, l'Union européenne, l'Agence allemande de coopération internationale, le PNUD, l'UNESCO et l'OMS.

73. Cet examen des progrès réalisés par les gouvernements et les parties prenantes en matière de reconnaissance, de promotion, de facilitation, de création de réseaux et d'intégration du volontariat révèle le rôle primordial que celui-ci peut jouer dans le cadre du développement durable pour l'après-2015. Le présent rapport examine à présent le plan d'action visant à intégrer, pour les dix prochaines années et au-delà, le volontariat dans les travaux liés à la paix et au développement.

IV. Intégrer le volontariat aux activités axées sur la paix et le développement: plan d'action pour la décennie à venir et au-delà (2016 -2030)

A. Généralités

74. En 2012, dans sa résolution 67/138, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général « de lui rendre compte à sa soixante-dixième session (...) de l'application de [ladite] résolution, notamment en lui présentant et en soumettant à l'examen des États Membres un plan d'action, élaboré par le programme des Volontaires des Nations Unies, qui viserait à intégrer le volontariat aux activités axées sur la paix et le développement, pour la décennie à venir et au-delà ».

75. Conformément au mandat initial qui leur a été confié en décembre 1970 par l'Assemblée générale dans sa résolution 2659 (XXV) et à leur mandat élargi en décembre 2001 par la résolution 56/38 de l'Assemblée générale, les Volontaires des Nations Unies s'engagent à: a) mobiliser des bénévoles pour permettre à un plus grand nombre de personnes de participer directement à l'action menée par l'ONU dans les domaines suivants: aide humanitaire, consolidation de la paix, relèvement postconflit, développement durable et élimination de la pauvreté; b) promouvoir le volontariat et l'engagement civique au service de la paix et du développement et c) œuvrer à la prise en compte du volontariat dans les politiques, les lois et les programmes, et à la réalisation des objectifs de développement adoptés au niveau international.

76. Dans sa résolution 67/138, l'Assemblée générale a considéré que le volontariat était « un élément important de toute stratégie axée sur un objectif tel que la lutte contre la pauvreté, le développement durable, la santé, l'éducation, l'autonomisation des jeunes, le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe, l'intégration sociale, la protection sociale, l'action humanitaire, la consolidation de la paix et, tout particulièrement, la fin de l'exclusion sociale et de la discrimination » et a demandé aux États Membres et aux autres parties prenantes « de favoriser l'intégration du volontariat dans tous les domaines d'activité pertinents de l'Organisation (...) et en particulier de tenir dûment compte de la question dans les débats sur les priorités de développement pour l'après-2015.

77. Le plan d'action établit que le volontariat est un mécanisme à l'efficacité avérée qui permet d'accroître et de renforcer l'engagement civique et la durabilité du développement. La volonté d'ouvrir le dialogue avec les personnes exclues, dont les voix n'ont pas été entendues dans les processus traditionnels de développement, est au cœur du plan. Le volontariat est un mécanisme mondial s'inscrivant dans une stratégie durable qui, s'il est renforcé, permettra de faire progresser le programme de développement pour l'après-2015, y compris les objectifs de développement durable, et de faire participer un plus grand nombre de personnes à la planification et la réalisation d'un développement durable.

78. Pour exécuter le plan d'action, il faut conclure des partenariats avec les gouvernements, l'ONU, la société civile, les organisations qui font appel à des bénévoles, le secteur privé et les milieux universitaires, et obtenir de leur part des engagements solides, l'objectif étant de promouvoir les connaissances et les innovations dans le domaine du volontariat. Il est notamment nécessaire d'investir dans les ressources, les technologies, les études sur les effets du bénévolat, les cadres législatifs et politiques favorables, les réseaux et les programmes multisectoriels qui prennent en compte le volontariat comme vecteur de développement pour l'après-2015.

79. Ce plan met en évidence les principaux domaines du développement dans lesquels les gouvernements pourront tirer le meilleur parti du volontariat. Il met également l'accent sur les engagements que les gouvernements peuvent prendre afin d'intégrer systématiquement le volontariat dans leurs politiques de développement et de favoriser les initiatives bénévoles pour la décennie à venir et au-delà. Enfin, le plan d'action définit les mécanismes institutionnels et les contributions des acteurs étatiques et non étatiques qui seront nécessaires pour que le volontariat participe pleinement au développement durable. En outre, le plan doit être évolutif et

adaptable, étant donné les conditions dans lesquelles des organisations faisant appel à des volontaires et les gouvernements exercent leurs activités.

B. Cadre mondial

80. L'année 2015 marque l'échéance de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et le début d'un nouveau programme de développement. Les objectifs de développement durable proposés s'appuient sur les principes d'universalité et de transformation, le but étant que personne ne soit laissé pour compte. Pour atteindre les ambitions affichées, il faudra mobiliser toutes les ressources disponibles et adopter une approche véritablement axée sur la composante humaine.

81. Si les gouvernements continueront de piloter la mise en œuvre des objectifs de développement durable, il conviendra d'appuyer leur action en renforçant les capacités, le savoir-faire et les compétences des différents intervenants de manière originale et coordonnée.

82. Dans ses consultations au sujet du nouveau plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, le Groupe des Nations Unies pour le développement a noté qu'il existait « une volonté et une demande fortes de participation, non seulement dans la conception du programme de développement, mais aussi dans sa mise en œuvre future(...). Des personnes aux parcours différents veulent un changement, aussi bien au niveau des objectifs que de la façon de traiter les questions de développement (...). Elles veulent non seulement définir les problèmes, mais aussi aider à trouver des solutions et participer à leur mise en œuvre.⁴

83. Le volontariat, qui est un moyen concret de mobiliser des énergies, des capacités et des connaissances supplémentaires et complémentaires, est essentiel pour optimiser l'action menée en vue d'atteindre les objectifs.

84. Les volontariats international, national et informel peuvent jouer un rôle central pour tirer parti des connaissances, des compétences et des réseaux nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable. En outre, la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire et la coopération Sud-Nord permettront de forger de nouvelles approches et d'approfondir les connaissances, comme le savoir-faire acquis grâce au brassage d'initiatives relatives aux conflits prolongés, à la santé en situation d'urgence et au renforcement de la sécurité alimentaire, entre autres. Des changements d'attitudes et de comportements, qui reposent sur le volontariat officiel et informel aux niveaux personnel, local, national et mondial, seront nécessaires pour accomplir des progrès, par exemple en matière de consommation durable.

85. Si le bénévolat s'exerce le plus souvent de façon informelle au niveau local, il est de plus en plus associé à un bénévolat institutionnalisé, avec des organisations dirigées par des professionnels qui utilisent divers outils, comme le réseautage et les nouvelles technologies, afin de mobiliser différents groupes autour d'un même but ou objectif. En exploitant les points forts de ces deux approches, et en s'assurant qu'il existe des structures aux niveaux local, national et international afin de

⁴ Groupe des Nations Unies pour le développement, Un million de personnes choisissent le monde qu'ils veulent (2013).

permettre à davantage de gens de devenir bénévoles, on contribuera tant au bien-être des populations qu'à la durabilité du développement.

86. Ces dernières années ont été marquées par l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles. Les bénévoles sont en première ligne des opérations menées pour faire face aux catastrophes.

87. Des conflits armés se poursuivent dans le monde entier. Les pays en proie à une guerre ou sortant d'un conflit sont ceux qui accusent les retards de développement les plus importants. En général, les volontaires sont des interlocuteurs de premier plan dans les situations de crise humanitaire, après les conflits et dans le cadre des efforts de consolidation de la paix.

C. Objectifs stratégiques

88. Le plan d'action définit trois objectifs stratégiques à atteindre pour que le volontariat contribue efficacement à la paix, au développement et à l'action humanitaire.

1. Renforcer l'appropriation du programme de développement par la population en appuyant l'engagement civique et en créant un environnement propice à l'action citoyenne

89. La transposition du programme mondial de développement pour l'après-2015 sous forme d'objectifs, de cibles, de stratégies et d'indicateurs pertinents aux niveaux national et local exigera une participation et une adhésion importantes des populations locales, qui devront s'approprier le processus. À cette fin, les parties prenantes devront agir à l'échelle locale, en assurant un dialogue ouvert, une véritable participation, ainsi qu'un encadrement et un engagement financiers solides.

90. Pour ce faire, il est indispensable de faire connaître le programme de développement pour l'après-2015, y compris les objectifs de développement durable, en menant des actions de sensibilisation vigoureuses. Les organisations faisant appel à des volontaires peuvent s'associer à l'action que mènent les gouvernements pour veiller à la bonne compréhension du nouveau programme en menant de façon concertée des campagnes de communication, d'information et de sensibilisation à l'échelle locale. Les volontaires peuvent faire entendre la voix des marginalisés et des exclus et leur permettre de participer de manière active et visible aux processus liés à la question.

91. Différents acteurs doivent faire en sorte que la population participe activement à la mise en œuvre du programme aux niveaux local, national et international. En outre, l'engagement et la collaboration du secteur privé et des universités sont essentiels pour promouvoir le volontariat, afin que ce dernier fasse une différence tangible et visible dans la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015.

2. Prendre en compte le volontariat dans les stratégies nationales et mondiales de mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015

92. En facilitant le bénévolat, en le dotant de ressources suffisantes et en l'intégrant aux politiques et pratiques nationales, on donne aux personnes et aux

communautés la possibilité d'influer directement sur leur propre croissance socioéconomique et de prendre des mesures locales qui contribuent à la réalisation des cibles et des objectifs mondiaux. Les pays, les populations et les communautés au sein desquels le volontariat est très développé sont plus dynamiques sur le plan socioéconomique et sont mieux à même de faire face aux défis locaux, nationaux et internationaux. Le volontariat peut favoriser la réalisation des objectifs de développement durable grâce à l'apport de compétences spécialisées, au transfert de connaissances et à la mise en œuvre d'initiatives participatives, ce qui peut notamment améliorer les possibilités d'emploi et renforcer la participation des populations locales, l'intégration et la cohésion sociales.

93. Lorsqu'il est pris en compte comme ressource transversale dans les processus de planification des entités nationales et des organismes des Nations Unies, le volontariat peut contribuer à la mise en œuvre des objectifs prioritaires dans les domaines suivants: environnement, changements climatiques, réduction des risques de catastrophe, santé, réduction de la pauvreté, autonomisation économique (en particulier pour les jeunes), égalité des sexes et intégration socioéconomique.

94. Dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, chaque pays disposera de ses propres mécanismes d'exécution du plan d'action, mais la coopération peut apporter des synergies à tous les niveaux. Cela implique la mise en place de plateformes nationales, régionales et mondiales pour l'action et la coopération volontaires. Il faudrait en particulier créer une plateforme mondiale en ligne et organiser, à compter de 2020, une réunion internationale des acteurs du bénévolat qui se tiendrait tous les cinq ans. Le programme des Volontaires des Nations Unies serait l'entité des Nations Unies la mieux à même de faciliter l'exécution du plan d'action. Les gouvernements et les parties prenantes devraient garantir la mise à disposition de ressources suffisantes pour appuyer ces objectifs qui portent sur différents niveaux.

3. Mesurer le volontariat afin de parvenir à une compréhension globale de l'engagement des populations et de leur bien-être et contribuer au suivi des objectifs de développement durable

95. Afin d'exploiter pleinement et systématiquement les possibilités qu'offre le volontariat, la contribution de ce dernier à la paix et au développement doit davantage être mise en évidence. Ses effets concrets sur les communautés d'accueil et sur les bénévoles eux-mêmes, qu'ils soient directs ou indirects, doivent être mieux étudiés, mesurés et définis. Ainsi, on pourra instaurer des théories et des modèles de changement partagés qui tiennent compte de l'incidence du volontariat sur le développement, ce qui permettra d'harmoniser les méthodes de façon plus efficace et de mettre au point un cadre d'action commun. La mise en place d'un programme collectif de recherche sur le volontariat à l'échelle mondiale permettra d'obtenir plus de moyens et de collecter et de diffuser davantage de données de premier plan. Il est indispensable d'enrichir les données dont on dispose sur l'effet du volontariat et de partager les connaissances en la matière, à l'intérieur et au-delà de la communauté des volontaires, pour véritablement influencer sur les politiques, la programmation et l'action conjointe.

96. Afin de garantir des avancées en faveur des groupes les plus marginalisés, notamment les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les handicapés, les migrants, les minorités ethniques et religieuses et d'autres personnes exclues

pour des raisons sociales ou économiques, il faudra disposer de données de qualité, qui soient récentes, fiables et ventilées selon les différents segments de la population, y compris au niveau local. Il faudrait envisager de nouvelles méthodes de recueil des données, plus participatives, en demandant notamment à des personnes d'envoyer en ligne des informations relatives à leurs moyens de subsistance, et en incorporant ces données collectées à l'échelle locale à des systèmes de mégadonnées, qui regroupent les résultats. Les bénévoles et les organisations qui font appel à eux peuvent renforcer les capacités des bureaux de statistique nationaux et locaux en communiquant des données utiles aux décideurs, et contribuer ainsi à l'amélioration et à la généralisation de nouvelles méthodes de collecte et de suivi des données.

97. La société civile et les organisations de bénévoles ont un rôle à jouer pour amener la population à définir des solutions en matière de développement. Afin que le bénévolat soit plus systématiquement pris en compte dans les plans et les stratégies de développement à l'échelle nationale et internationale, les groupes de volontaires doivent mettre régulièrement en place des réseaux pour améliorer le partage des connaissances, le renforcement des capacités et l'action collective. La diffusion collective de données et les activités de sensibilisation constituent des moyens d'utiliser l'information pour influencer et favoriser la mise en place d'infrastructures d'appui au volontariat, la levée de fonds et la mobilisation de volontaires. Il sera primordial d'instaurer un dialogue avec les pays afin d'appliquer à une plus grande échelle les exemples de réussites dans lesquels les bénévoles ont fait une différence.

98. Afin de garantir l'intégration de tous et l'équité dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, il sera nécessaire de définir des indicateurs pour assurer le suivi de la participation et de l'intégration de la population. Mesurer le volontariat dans ses multiples facettes permettra de mieux appréhender le bien-être des populations et le développement durable et d'évaluer indirectement dans quelle mesure la population participe à la réalisation des cibles et des objectifs mondiaux.

D. Actions

1. Renforcer l'appropriation du programme de développement par la population en appuyant l'engagement civique et en créant un environnement propice à l'action citoyenne

Action principale 1. Renforcer les activités de sensibilisation et d'information des communautés

99. Les organisations travaillant avec des volontaires peuvent apporter une contribution efficace en assurant une plus forte adhésion aux efforts mis en œuvre pour adapter les objectifs du développement durable à l'échelle locale et en soutenant ces efforts:

a) **Action.** Il serait bon que les gouvernements s'engagent à instaurer un dialogue régulier et à long terme avec les organisations qui font appel à des volontaires, pendant la phase d'adaptation des objectifs de développement durable aux réalités locales, puis aux stades de la planification, de la mise en œuvre et du suivi, afin de maintenir une communication constante avec les populations. Afin que

les efforts de coordination portent leurs fruits, il est important que les gouvernements désignent des coordonnateurs pour le volontariat au sein des organes de décision et de planification du développement et des différents ministères concernés;

b) **Action.** Les organisations faisant appel à des volontaires sont invitées à déployer des efforts concertés et adaptés aux conditions locales afin de faire connaître l'importance des objectifs de développement durable, notamment les priorités nationales spécifiques, et de mettre en évidence les contributions que les activités bénévoles peuvent apporter dans les principaux problèmes recensés;

c) **Action.** Il est demandé aux gouvernements d'apporter leur soutien aux initiatives bénévoles multisectorielles et novatrices faisant intervenir la société civile, et notamment le monde universitaire et le secteur privé, pour une meilleure appropriation du programme de développement pour l'après-2015, une participation accrue à celui-ci et un meilleur financement.

2. Prendre en compte le volontariat dans les stratégies nationales et mondiales de mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015

Action principale 2. Mobiliser des volontaires plus nombreux et plus divers afin d'élargir la participation des populations

100. Alors que les pays alignent leurs plans de développement sur le programme de développement pour l'après-2015, notamment leurs objectifs en matière de développement durable, il est demandé aux gouvernements, à la société civile et au secteur privé d'appuyer et de promouvoir le volontariat et les volontaires, afin qu'ils contribuent à instaurer la paix et le développement. Il faut créer et renforcer les structures qui permettent aux personnes de toutes les couches de la société, notamment les personnes marginalisées, de se porter volontaires:

a) **Action.** Il serait utile que les gouvernements, les organisations faisant appel à des volontaires, la société civile et le secteur privé élaborent des politiques et stratégies offrant diverses possibilités de volontariat, et investissent dans des programmes de volontariat ouverts à tous. Le volontariat peut s'effectuer en ligne ou sur le terrain, à court ou à long terme, de façon formelle ou informelle, au sein de la communauté du volontaire, de plusieurs communautés ou à l'étranger. Les dispositifs doivent tenir compte des bonnes pratiques d'encadrement, et comporter des formations et des mesures garantissant la protection sociale et physique. Afin d'être ouverts à tous, ils doivent également mobiliser des personnes marginalisées en cherchant à connaître leurs besoins particuliers ainsi que les obstacles auxquels ils font face, afin de créer les conditions organisationnelles qui les encourageraient à se porter volontaires;

b) **Action.** Les gouvernements peuvent davantage tirer parti des perspectives offertes par les nouvelles technologies afin de multiplier les contributions et les effets du volontariat. Les stratégies mises en œuvre doivent viser à remédier à la fracture numérique et technique qui laisse les femmes et les groupes marginalisés de côté.

Action principale 3. Intégrer le volontariat aux plans nationaux de développement

101. Il sera bénéfique pour les gouvernements de reconnaître que le volontariat est porteur de changement et peut contribuer à la réalisation des objectifs de développement national d'un point de vue social et économique. Le volontariat doit être vu comme une ressource transversale pour la planification du développement national; il permet aux populations de se faire entendre et appuie leur participation à la formulation et à la mise en œuvre des plans:

a) **Action.** Les gouvernements, en partenariat avec les entités des Nations Unies, les organisations employant des volontaires, le secteur privé et la société civile, notamment les milieux universitaires, sont invités à intégrer le volontariat aux politiques et plans nationaux, aux plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, aux programmes « Unité d'action des Nations Unies », aux stratégies pour la réduction de la pauvreté et à la mise en œuvre et au suivi communs des programmes;

b) **Action.** Les gouvernements peuvent contribuer à instaurer un environnement propice au volontariat par les moyens suivants: i) adoption de mesures et de cadres juridiques destinés à faciliter le volontariat dans tous les secteurs; ii) promotion active des possibilités de volontariat; iii) mesures incitatives et appui aux organisations, réseaux et autorités locales faisant appel à des volontaires et mettant en œuvre des programmes de volontariat et iv) mesures destinées à garantir que les efforts des bénévoles reçoivent la reconnaissance du public;

c) **Action.** Les organisations faisant appel à des volontaires peuvent contribuer à instaurer des conditions propices au volontariat et à la participation citoyenne en partageant leurs bonnes pratiques afin de multiplier les occasions de s'engager; elles doivent se doter des moyens de mettre en place des programmes bien gérés et définir les besoins des communautés, les atouts et les connaissances requises pour apporter des changements en profondeur.

Action principale 4. Intégrer le volontariat à la protection de l'environnement, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, la réduction des risques de catastrophe et la résilience

102. La qualité et la stabilité de l'environnement mondial joueront un rôle déterminant dans la réalisation du programme de développement pour l'après-2015. La disponibilité des ressources naturelles telles que l'eau, la terre et les forêts, la pollution et la dégradation de l'environnement naturel, les ressources énergétiques, les changements climatiques et les catastrophes naturelles qui en découlent peuvent considérablement freiner la réalisation des objectifs fixés pour réduire la pauvreté et les inégalités. Les volontaires peuvent contribuer de façon significative à la protection de l'environnement, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, la réduction des risques de catastrophe et la résilience.

103. Dans de nombreux pays, les volontaires appuient et contrôlent la gestion des ressources environnementales, comme par exemple la surveillance au jour le jour de la qualité de l'air.

104. L'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets exigent que les individus, les communautés, les gouvernements et le secteur privé changent leurs modes de consommation, de production et de subsistance et adoptent

de nouveaux comportements en matière de santé. Les volontaires, formels et informels, peuvent influencer favorablement l'évolution des attitudes et des comportements. Au niveau local, par exemple, ils peuvent favoriser une gestion plus durable de l'agriculture et de l'écosystème, encourager l'adoption de nouvelles technologies et garantir aux groupes marginalisés un accès équitable aux ressources.

105. Les communautés sont les premières à réagir en cas de catastrophe. De plus, elles doivent se charger de la préparation et des plans de gestion de risques bien avant que la catastrophe survienne afin de pouvoir la surmonter et limiter les dégâts. Tous les volontaires, au niveau local, national, international ou en ligne, jouent un rôle fondamental dans la gestion des catastrophes. Le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 rappelle que les volontaires et les organisations communautaires jouent un rôle essentiel dans la réduction des risques à tous niveaux. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) insiste encore davantage sur l'importance de leur rôle dans de nombreux paragraphes, qui recommandent une approche de la réduction des risques de catastrophe plus large et plus centrée sur les populations et demandent aux gouvernements de travailler à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et plans avec les acteurs concernés, notamment les volontaires et les groupes marginalisés:

Action. Il est recommandé aux gouvernements d'adopter le Cadre de Sendai et d'intégrer le volontariat dans les plans et politiques de réduction des risques de catastrophe. S'il est pris en compte dans tous les programmes relatifs aux changements climatiques, le volontariat peut avoir des effets tout à fait bénéfiques sur l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, notamment au niveau local. Les gouvernements auront tout intérêt à mettre en place des instruments de mesure et de surveillance en temps réel des indicateurs environnementaux locaux et à rassembler les données pour pouvoir effectuer des choix éclairés. Des spécialistes bénévoles peuvent mettre au point de tels systèmes et former la communauté des volontaires pour qu'ils poursuivent la surveillance et transmettent les résultats.

Action principale 5. Faciliter les activités bénévoles en faveur de la réduction la pauvreté et de l'autonomisation économique, notamment dans le domaine de l'emploi (et particulièrement celui des jeunes)

106. La pauvreté revêt de multiples formes; elle concerne, outre les revenus, différents aspects de la qualité de vie. Si l'on veut atteindre, parmi les objectifs de développement durable, celui de la réduction de la pauvreté, il sera donc nécessaire de prendre des mesures tenant compte de ces multiples aspects. Il faudra notamment améliorer les niveaux de vie et les revenus, garantir une meilleure qualité environnementale et un meilleur accès à l'éducation, aux services de santé et à la protection sociale, ainsi qu'un accès équitable aux biens publics :

a) **Action.** Les gouvernements peuvent faire appel à des volontaires pour mettre en œuvre leurs politiques de réduction de la pauvreté. Il serait utile qu'ils créent les conditions d'une participation citoyenne accrue, notamment celle des populations pauvres et marginalisées, à la formulation et à la mise en œuvre des politiques de réduction de la pauvreté. Les volontaires spécialisés et issus des communautés peuvent aider les autorités locales à mieux suivre les progrès accomplis et à rendre compte de ceux-ci;

b) **Action.** Les gouvernements sont invités à collaborer avec les organisations faisant appel à des volontaires pour créer, soutenir et développer des programmes de formation et de renforcement des capacités formels et informels, dont l'objectif principal serait de favoriser l'employabilité, l'autonomisation et les aptitudes sociales des jeunes. De plus, il serait bon que les gouvernements reconnaissent le bénévolat comme critère de compétence et d'aptitude à diriger lorsqu'il s'agit d'octroyer une promotion.

Action principale 6. Faire en sorte que le volontariat contribue de façon positive à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des femmes, notamment dans le domaine économique, et à la lutte contre les violences faites aux femmes

107. Les volontaires ont toujours joué un rôle essentiel dans l'autonomisation des femmes, notamment en leur donnant accès aux soins de santé procréative et en réduisant les violences sexistes. Les femmes, qui sont les premiers agents de la réussite du programme de développement pour l'après-2015, doivent bénéficier d'une attention toute particulière; chacun des objectifs de développement durable doit prendre en compte les aspects du développement qui les concernent plus particulièrement, afin que soient réduits les écarts entre les sexes pour l'après-2015. Le volontariat doit être associé à tous les processus d'intégration de la problématique hommes-femmes du programme de développement pour l'après-2015:

Action. Les groupes et volontaires locaux contribuent efficacement à faire évoluer les comportements relatifs à la répartition traditionnelle des rôles entre hommes et femmes. De la même façon, les volontaires qui travaillent de concert avec les professionnels de la santé contribuent à mieux informer les ménages sur leur santé et à améliorer leur accès aux soins. Il est donc important que les volontaires, et tout particulièrement ceux qui œuvrent au sein de leur propre groupe social, soient inclus dans tous les programmes gouvernementaux concernant l'autonomisation des femmes, la santé procréative et les violences faites aux femmes. Les gouvernements qui ont déjà mis en place des programmes et politiques concernant les inégalités entre les sexes, les violences faites aux femmes et la santé procréative doivent s'assurer de la participation de volontaires à la mise en œuvre de ces programmes au niveau local.

Action principale 7. Avoir recours aux volontaires pour renforcer la cohésion sociale et l'insertion économique

108. Étant donné les difficultés rencontrées en cherchant à atteindre de façon équitable les objectifs de développement définis dans les objectifs du Millénaire, l'équité et l'intégration apparaissent aujourd'hui comme des points fondamentaux du programme de développement pour l'après-2015. Les volontaires seront indispensables pour assurer à tous l'accès aux services, aux biens publics et aux possibilités de participer à la vie sociale et économique. Le volontariat est un moyen de renforcer le sentiment d'appartenance des groupes marginalisés à leur communauté, qui leur permet de se voir davantage comme des acteurs et des citoyens. C'est pour eux l'occasion d'utiliser leurs compétences et connaissances pour orienter et influencer les décisions qui seront prises à un niveau plus élevé. Les conflits internes sont souvent liés à l'exclusion, elle-même fondée soit sur un accès inégal aux ressources, soit sur les conséquences des changements climatiques sur des ressources telles que l'eau, les terres et les forêts; les volontaires joueront dès

lors un rôle crucial dans la prévention des conflits et le maintien de la cohésion sociale:

a) **Action.** Il serait bon que les organisations qui font appel à des volontaires coopèrent avec les autorités locales afin de s'assurer que leurs programmes soient accessibles aux populations marginalisées, et entreprennent les actions nécessaires pour inclure durablement ces populations dans la communauté des volontaires;

b) **Action.** Les gouvernements sont invités à apporter leur soutien aux plateformes et espaces de volontariat conjoints qui favorisent la coopération et la coordination entre les institutions et la société civile avec pour objectifs l'intégration sociale et le bien-être, et qui encouragent les membres des communautés marginalisées à se porter volontaires;

c) **Action.** Les gouvernements sont invités à collaborer avec les entités des Nations Unies, les organisations faisant appel à des volontaires, le secteur privé et la société civile, notamment le monde universitaire, afin d'intégrer le volontariat aux politiques et stratégies relatives à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix. Il serait bon qu'ils portent une attention spécifique aux effets intra- et intercommunautaires du volontariat dans les domaines de l'intégration, de l'égalité, du dialogue interculturel et de la cohésion sociale;

d) **Action.** Au moment d'aborder le problème de la pression sur les ressources naturelles causée par les changements climatiques et d'autres facteurs, il serait utile que les gouvernements, en partenariat avec d'autres acteurs, engagent un dialogue, qui serait assuré par des bénévoles, avec les populations concernées. Ceci permettrait de renforcer leur adhésion aux décisions prises et aux actions menées à un niveau plus élevé, tout en atténuant les tensions inter- et intracommunautaires.

Action principale 8: Renforcer les programmes de sensibilisation aux questions de santé et améliorer l'offre de soins grâce au volontariat

109. En tant qu'interlocuteurs locaux, les volontaires jouent un rôle majeur dans la sensibilisation des communautés aux questions de santé. Les activités des bénévoles sont essentielles pour renforcer la participation des citoyens aux systèmes de santé. Il a été démontré que la participation systématique des citoyens à la formulation et à l'exécution des politiques de santé avait des effets positifs et permettait de réduire les inégalités dans ce domaine. Comme on a pu l'observer lors de la dernière épidémie du virus Ebola, l'action des bénévoles peut être cruciale pour faire adopter aux communautés les comportements adéquats en cas d'épidémie de grande portée:

a) **Action.** Les gouvernements sont invités à intégrer systématiquement des volontaires (jeunes et spécialistes) à leurs politiques de santé nationales, et ce à l'échelle locale, nationale, internationale ou en ligne, ce qui produira des effets complémentaires et de meilleurs résultats dans les domaines de la prestation de services, de la collecte de données, de la sensibilisation aux questions de santé et des changements comportementaux;

b) **Action.** Il serait bon que les gouvernements élaborent les politiques de façon participative, en travaillant avec les organisations faisant appel à des volontaires, que ce soit de manière formelle ou informelle, afin d'inciter ceux-ci à renforcer la participation des populations.

3. Mesurer le volontariat afin de parvenir à une compréhension globale de l'engagement des populations et de leur bien-être et contribuer au suivi des objectifs de développement durable

Action principale 9. Utiliser le volontariat pour encourager plus de personnes à suivre et à communiquer les résultats des objectifs de développement durable

110. Alors que les objectifs du Millénaire pour le développement définissaient principalement le progrès sur la base de données quantitatives moyennes, les objectifs de développement durable s'appuieront sur un nombre sans précédent de données ventilées, reflétant les progrès accomplis dans les différents groupes et régions. Il sera pour cela nécessaire que chaque pays revoie entièrement sa façon de recueillir les données et que de nouvelles compétences soient mises en œuvre dans les départements de statistiques nationaux et au-delà. Les volontaires peuvent venir compléter les effectifs lors des évaluations locales, nationales et internationales:

Action. Créer des possibilités pour que les populations, notamment celles qui sont marginalisées, puissent intervenir dans le processus de collecte de données afin de renforcer la responsabilité globale concernant le cadre de développement des Nations Unies pour l'après-2015. Les volontaires nationaux, internationaux et en ligne, issus du milieu universitaire ou du secteur privé, constituent des ressources innovantes qui aideront à mettre en œuvre la révolution qui s'impose dans le domaine des données. Grâce aux nouvelles technologies, de nombreux volontaires en ligne ou sur le terrain peuvent participer à la collecte de données au niveau des communautés et aux projets d'analyse qui pourront alimenter les statistiques et les rapports nationaux.

Action principale 10. Mettre d'avantage en évidence la contribution des bénévoles au développement en améliorant la recherche et le partage des connaissances sur le volontariat

111. L'examen des données disponibles sur le volontariat a démontré qu'il était nécessaire de faire des recherches plus systématiques. Il faudrait répertorier les besoins les plus urgents en matière de recherche pour la prochaine décennie et au-delà; pour répondre à ces besoins, un partage des initiatives doit être entrepris au moyen de partenariats avec des organisations faisant appel à des volontaires, des universitaires et d'autres acteurs du développement:

a) **Action.** Il serait utile que les gouvernements, le secteur privé et les institutions universitaires s'associent à la société civile pour étendre et alimenter les activités internationales de recherche sur le volontariat. Des études supplémentaires doivent être menées sur ce sujet (comportant des données ventilées par sexe, âge et handicap); elles permettront de disposer de mesures comparables du volontariat et de son incidence sur le développement, et serviront de base aux politiques et aux programmes;

b) **Action.** Il serait utile que les organisations qui font appel à des volontaires améliorent la façon dont on conçoit, mesure et rend compte des contributions de ceux-ci à la paix et au développement, par exemple en encourageant l'utilisation d'outils et de mécanismes comparables pour quantifier ces contributions. Ceci permettrait notamment d'évaluer les effets positifs pour les bénévoles;

c) **Action.** Il faudrait que les gouvernements, les organisations faisant appel à des volontaires et les autres parties prenantes facilitent le partage de connaissances entre pays et acteurs afin que les idées novatrices soient partagées, les interventions renforcées, les synergies multipliées et que des initiatives conjointes de sensibilisation soient organisées. Des échanges de connaissances Sud-Sud, Sud-Nord, triangulaires, régionaux et thématiques pourraient voir le jour grâce à des interactions tant virtuelles que sur le terrain, et amélioreraient les connaissances et l'apprentissage; des initiatives conjointes devraient en outre être organisées, comme le suggère le plan d'action.

Action principale 11. Concevoir des indicateurs comparables sur le volontariat permettant d'assurer le suivi des objectifs de développement durable

112. Afin de faire en sorte que le progrès soit équitable et que nul ne soit exclu, les gouvernements et les spécialistes du développement ont besoin d'indicateurs qui leur permettent de mieux comprendre comment les populations, et notamment celles qui sont exclues, contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable. Le volontariat, qui existe à tous les niveaux et concerne souvent les personnes les plus marginalisées des communautés, peut être un bon indicateur local de la participation citoyenne:

a) **Action.** Il est essentiel qu'au moment de contrôler les progrès globaux accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, les gouvernements aient une idée précise des contributions du volontariat, et que celles-ci se reflètent dans tous les mécanismes de communication de l'information;

b) **Action.** Il est conseillé aux bureaux de statistique nationaux d'utiliser les méthodes existantes, notamment les enquêtes nationales auprès des ménages, afin d'évaluer les contributions du volontariat tout en créant de nouveaux outils pour mesurer les progrès et de nouvelles méthodes permettant de mieux rendre compte de la qualité des contributions des volontaires;⁵

c) **Action.** Pour compléter ce processus, les organisations qui font appel à des volontaires pourraient établir des rapports réguliers démontrant en quoi le volontariat contribue à la réalisation des objectifs de développement durable. Par exemple, un rapport conjoint pourrait être présenté lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable sous les auspices du Conseil économique et social, conformément à la résolution 67/290, par laquelle l'Assemblée générale encourage les différentes parties prenantes, notamment les groupes de volontaires, « à créer et faire fonctionner de façon autonome des mécanismes de coordination effective de la participation au forum politique de haut niveau et de l'action qui en résultera à l'échelle mondiale, régionale et nationale » et autorise les représentants des parties concernées à « soumettre des documents et présenter des contributions écrites et orales ».

⁵ Les outils existants comprennent le *Manuel sur la mesure du travail bénévole* (2011) de l'Organisation internationale du Travail ainsi que le *Manuel sur les institutions sans but lucratif dans le système de comptabilité nationale* de l'ONU (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.03.XVII.9, devant être revu en 2015).

E. Mécanismes institutionnels

113. Le plan d'action fixe un cadre général et une série de mesures qui permettront un changement en profondeur. Si la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 incombe au premier chef aux gouvernements, elle dépend également d'acteurs très divers des secteurs public, privé et de la société civile aux niveaux local, national, régional et international. L'exécution du plan d'action requiert des liens et des échanges d'informations réguliers et toujours plus nombreux entre les différents acteurs concernés.

114. La réussite du plan d'action dépendra de la volonté des gouvernements et de la mise en place de dispositifs institutionnels solides aux niveaux local, national et international. En outre, c'est de cette réussite que dépendra la possibilité pour les Volontaires des Nations Unies de convoquer les parties prenantes et de coordonner les actions afin d'aider les gouvernements, les entités des Nations Unies et les organisations faisant appel à des volontaires à promouvoir et intégrer le volontariat dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015.

115. Comme suite à l'adoption du programme d'action de 2015, il est proposé de procéder, au niveau national et en collaboration avec les gouvernements, à des analyses de la situation portant sur l'aménagement de trois types de dispositifs, à savoir: a) les politiques et la législation; b) les organisations et dispositifs déjà existants aux niveaux local et national et c) l'évaluation et le suivi de l'action des volontaires et de ses effets. Cette cartographie constituera un bon point de départ pour définir un ensemble de bonnes pratiques et renforcer de la mise en œuvre du plan d'action. Les informations recueillies serviront lors des réunions préparatoires régionales, et de la création d'une plateforme de coopération régionale pour le volontariat et le programme de développement pour l'après-2015. Les connaissances acquises à la faveur de ces réunions préparatoires serviront elles-mêmes lors d'une rencontre internationale, qui aura lieu idéalement en 2020, au cours de laquelle les gouvernements, forts de quatre années d'expérience d'intégration du volontariat à ce programme, pourront déterminer l'importance de la mobilisation et définir quels types de dispositifs seront nécessaires à l'avenir; ils pourront partager les meilleures méthodes relatives à l'encadrement des volontaires et à la programmation du développement dirigée par des bénévoles.

F. Dispositions financières

116. Au cours de la prochaine décennie et au-delà, il conviendrait que les gouvernements, les entités des Nations Unies, les entreprises du secteur privé, la société civile, les institutions universitaires et les autres partenaires de développement accroissent leurs investissements, améliorent et étendent la collaboration régionale et institutionnelle afin de mettre à profit la contribution du volontariat pour faire face aux défis du développement, promouvoir la paix et améliorer la qualité de vie au sein des sociétés. Le plan d'action ne peut être mené à bien que si les gouvernements font mettre en place, à titre volontaire, les mécanismes de coordination qui s'imposent. De plus gros investissements pour la collecte et la mesure des données, la recherche et la production des connaissances amélioreraient de façon significative la qualité de la programmation du développement.

117. Le programme des Volontaires des Nations Unies dispose des compétences, de l'expérience et du savoir requis. Toutefois, il a besoin de ressources supplémentaires pour pouvoir fournir l'appui technique indispensable à l'analyse de la situation dans chaque pays et coordonner le regroupement et l'analyse des informations recueillies, ainsi que pour faciliter les réunions préparatoires régionales et assurer le secrétariat lors de la rencontre internationale de 2020.

V. Conclusions et recommandations

118. Les objectifs de développement durable vont créer, tant à l'échelle nationale qu'internationale, la nécessité impérieuse pour les gouvernements, la société civile, le secteur privé, le monde universitaire, les médias et les acteurs multinationaux, notamment les entités des Nations Unies, de reconnaître, promouvoir, faciliter, mettre en réseau et intégrer plus rapidement le volontariat.

119. Le présent rapport met en lumière la façon dont le volontariat, lorsqu'il est intégré aux programmes, contribue à faire progresser les objectifs prioritaires nationaux et internationaux, parmi lesquels l'éducation, la santé, la gouvernance, la réduction de la pauvreté, l'emploi, l'eau et l'assainissement, l'alimentation, la sécurité et la paix, l'environnement, la jeunesse, l'égalité des sexes et l'inclusion sociale. Les gouvernements et les autres acteurs reconnaissent et apprécient de plus en plus le volontariat et lui permettent de s'organiser, notamment en élaborant des politiques, en désignant des coordonnateurs officiels, en appuyant les réseaux internet et les projets, en améliorant les connaissances en matière de volontariat et de normes de gestion, en instituant des accréditations et en participant à des activités communes de programmation.

120. Cependant, de nombreux défis subsistent: la réduction des espaces relevant de la société civile, la baisse des investissements en faveur du volontariat, les inégalités d'accès aux nouvelles technologies, les lacunes dans la recherche et les données sur le volontariat et l'aggravation des préoccupations suscitées par la sécurité et la protection des bénévoles, notamment dans des contextes de crises. Ces défis exigent que l'on multiplie les efforts et les initiatives pour garantir que l'opinion et l'engagement des populations soient reconnus comme un ingrédient essentiel de l'instauration de la paix et de la réalisation des objectifs de développement durable.

121. Au cours de la transposition nationale des objectifs de développement durable, mais aussi aux stades de la planification, de l'exécution et du suivi, l'instauration d'un dialogue régulier et à long terme entre les gouvernements et les organisations faisant appel à des volontaires renforcera l'engagement constant des populations. Il serait utile que les gouvernements stimulent la coordination et la promotion du volontariat en nommant des coordonnateurs officiels au sein des ministères d'exécution, et aux stades de la planification du développement et des politiques.

122. Les gouvernements sont invités à promouvoir et à faciliter l'insertion de tous – jeunes, étudiants, femmes, immigrés, réfugiés, personnes handicapées, minorités et autres groupes marginalisés – afin de tirer le meilleur parti du volontariat. Les points suivants doivent être renforcés si l'on veut accroître la participation: des structures porteuses accompagnées de politiques et d'un cadre législatif favorables; la promotion du volontariat par des journées spéciales, des manifestations et des prix; des dispositifs et des plateformes de volontariat proposant des perspectives

différenciées; des formations et des normes de gestion de qualité pour les volontaires; la mise en commun de bonnes pratiques et le partage des connaissances; et un appui et des ressources durables.

123. Les gouvernements devraient prendre conscience de l'importance croissante des possibilités offertes par le volontariat international, notamment Sud-Sud, Sud-Nord, triangulaire et au sein des diasporas. Parallèlement, il serait bon qu'ils soutiennent le volontariat informel, qui est souvent l'expression locale, sociale et culturelle de la solidarité et de l'appartenance à une communauté.

124. Les gouvernements, le secteur privé, les médias, le monde universitaire et les organisations faisant appel à des volontaires sont invités à multiplier les partenariats à l'échelle nationale et internationale afin d'accroître la contribution des volontaires au programme de développement pour l'après-2015.

125. Les gouvernements, en partenariat avec les entités des Nations Unies, les organisations employant des volontaires et les autres acteurs, sont invités à intégrer le volontariat aux plans et politiques nationaux, aux stratégies de réduction de la pauvreté, au plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, au programme « Unité d'action des Nations Unies », aux programmes conjoints, aux rapports et aux textes issus de conférences.

126. Il est conseillé aux gouvernements d'inclure le volontariat dans la planification et les stratégies de gestion des risques climatiques et de réduction des risques de catastrophe; les volontaires peuvent jouer un rôle dans tous les aspects de ces plans et stratégies, que ce soit par des contributions d'expertise technique, le suivi des crises en ligne, la préparation au niveau local ou l'adaptation des communautés et les solutions qu'ils apportent pour faire face aux crises.

127. Il serait utile que les gouvernements facilitent le travail des volontaires dans les domaines de la réduction de la pauvreté et de l'appui à des moyens de subsistance durables. Les multiples facettes de la pauvreté appellent des réponses diversifiées, notamment un meilleur accès à l'emploi, à l'éducation, aux systèmes de santé, à la protection sociale et aux biens publics. Les volontaires peuvent promouvoir une planification, une mise en œuvre et un suivi intégrés, notamment lorsqu'ils appartiennent aux communautés concernées. Les gouvernements, les employeurs et les établissements d'enseignement peuvent continuer de promouvoir le volontariat, en particulier celui des jeunes, afin d'améliorer leurs connaissances et leur employabilité. Il serait bon également de reconnaître et de valoriser le volontariat lors des procédures de recrutement.

128. Les gouvernements sont invités à inclure le volontariat dans leurs stratégies en faveur de l'égalité des sexes. Le volontariat informel et entre pairs visant à lutter contre l'inégalité entre les sexes et les violences faites aux femmes est un moyen de favoriser la participation civique et politique.

129. Il est conseillé aux gouvernements de veiller à ce que le bénévolat soit intégré aux politiques et stratégies de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Le travail des volontaires contribue à renforcer la cohésion sociale, la solidarité et l'aide mutuelle.

130. La protection, la sécurité et le bien-être des volontaires doivent être absolument prioritaires. Il conviendrait que les gouvernements approuvent et appliquent les politiques destinées à assurer la protection tant physique que sociale

des volontaires. Des mesures doivent être prises pour assurer leur sécurité et garantir que les bénévoles, où qu'ils soient dans le monde, puissent bénéficier d'indemnités en cas de maladie, d'invalidité ou de décès.

131. Les gouvernements sont invités à collaborer avec le monde universitaire, la société civile et le secteur privé pour améliorer la recherche sur le volontariat. Il s'agit en particulier de produire des données ventilées sur les contributions des volontaires au développement durable, qui viendraient éclairer l'élaboration des politiques et programmes et permettraient de mesurer les progrès accomplis pour atteindre ces objectifs. Quantifier le volontariat peut être un moyen de mesurer la participation citoyenne. Les volontaires peuvent également contribuer au suivi des programmes nationaux de développement durable en participant à la collecte de nombreuses données, en prêtant leurs compétences aux bureaux de statistiques nationaux et en stimulant la participation des communautés. Afin de faciliter les comparaisons entre pays, il serait utile que les gouvernements encouragent l'utilisation de méthodes et d'indicateurs de mesures communs, tels que le *Manuel sur la mesure du travail bénévole* de l'Organisation internationale du Travail.

132. Les gouvernements, les organisations faisant appel à des volontaires et les autres parties prenantes peuvent encourager les plateformes et réseaux d'information et d'échange de connaissances afin que les idées novatrices et les ressources soient partagées, les pratiques améliorées, et des collaborations mises en place. Au vu de toutes les possibilités offertes par les nouvelles technologies, il faudrait que les gouvernements facilitent l'accès à Internet pour élargir le champ du volontariat, le promouvoir et favoriser l'établissement de réseaux, sans oublier la nécessité de garantir un accès équitable aux femmes et aux groupes marginalisés.

133. Il est demandé aux gouvernements d'approuver la section IV du présent rapport, intitulée « Intégrer le volontariat aux activités axées sur la paix et le développement: plan d'action pour la décennie à venir et au-delà (2016-2030) ». Ce faisant, les gouvernements, les entités des Nations Unies et autres organisations multilatérales, la société civile, le secteur privé, le monde universitaire et les organisations faisant appel à des volontaires s'engageraient à soutenir les actions et les dispositions institutionnelles et financières suggérées ici-même. Fort de son mandat renouvelé, consistant à promouvoir et à intégrer le volontariat aux processus de paix et de développement, le programme des Volontaires des Nations Unies constitue l'entité appropriée des Nations Unies pour appuyer la mise en œuvre de ce plan d'action.
